

# CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.342  
25 février 1986  
FRANCAIS

---

## COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUARANTE-DEUXIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 25 février 1986, à 10 h 30

Président : M. Richard BUTLER (Australie)

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

|  |   |
|--|---|
| <u>Algérie</u> :                           | M. N. KERROUM<br>M. A. BELAID   |
| <u>Allemagne, République fédérale d'</u> : | M. H. WEGENER<br>M. H. PETERS<br>M. W-N. GERMANN  |
| <u>Argentine</u> :                         | M. M. CAMPORA<br>M. R. GARCIA MORITAN   |
| <u>Australie</u> :                         | M. R. BUTLER<br>M. R.A. ROWE<br>Mme M. LETTS<br>M. J. OKELY   |
| <u>Belgique</u> :                          | M. C. CLERCKX<br>M. P. NIEUWENHUYS  |
| <u>Birmanie</u> :                          | U TIN TUN<br>U MYA THAN<br>U HLA MYINT<br>AYE AYE MU  |
| <u>Brésil</u> :                            | M. S. de QUEIROZ DUARTE   |
| <u>Bulgarie</u> :                          | M. K. TELLALOV<br>M. V. BOJILOV<br>M. H. HALATCHEV<br>M. P. POPTCHEV<br>M. R. DEYANOV   |
| <u>Canada</u> :                            | M. J.A. BEESLEY<br>M. R.J. ROCHON<br>M. A. DESPRES  |
| <u>Chine</u> :                             | M. QIAN JIADONG<br>M. HU XIAODI<br>M. SUO KAIMING<br>M. SHA ZUKANG<br>Mme WANG ZIYUN<br>M. YANG MINGLIANG<br>M. LI DAOZHONG<br>M. TAN HAN |
| <u>Cuba</u> :                              | M. C. LECHUGA HEVIA<br>M. P. NUNEZ MOSQUERA   |
| <u>Egypte</u> :                            | M. S. ALFARARGY<br>M. M. BADR<br>M. F. MONIB  |

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Etats-Unis d'Amérique :

M. D. LOWITZ  
M. R. GOUGH  
M. T. BARTHELEMY  
M. R. LEVINE  
M. J. GRANGER  
Mme M. WINSTON  
M. L. BELGARD

Ethiopie :

M. F. YOHANNES

France :

M. J. JESSEL  
M. H. RENIE  
M. G. MONTASSIER

Hongrie :

M. D. MEISZTER  
M. T. TOTH  
M. F. GAJDA

Inde :

M. A.S. GONSALVES  
M. S. KANT SHARMA

Indonésie:

M. N. WISNOEMOERTI  
M. A.M. FACHIR  
M. R.I. HENIE  
M. HARYOMATARAM

Italie :

M. R. FRANCESCHI  
M. F. PIAGGESI  
M. M. PAVESE  
M. E. SIVIERO  
M. G. ADORNI BRACCESI

Japon :

M. R. IMAI  
M. M. KONISHI  
M. K. KUDO  
M. T. ISHIGURI

Kenya :

M. D.D. AFANDE  
M. F. JOSIAH

Maroc :

M. E.G. BENHIMA  
M. O. HILALE  
M. M.S. BENRYANE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES  
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO  
M. P. MACEDO RIBA

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

|  |  |
|--|--|
| <u>Mongolie</u> :                          | M. L. BAYART<br>M. G. GONGOR   |
| <u>Nigéria</u> :                           | M. B.O. TONWE<br>M. A.A. ELLA  |
| <u>Pakistan</u> :                          | M. K. NIAZ   |
| <u>Pays-Bas</u> :                          | M. R.J. van SCHAIK<br>M. J. RAMAKER<br>M. R. MILDERS   |
| <u>Pérou</u> :                             | M. J. GONZALES TERRONES  |
| <u>Pologne</u> :                           | M. S. TURBANSKI<br>M. J. CIALOWICZ<br>M. J. RYCHLAK  |
| <u>République démocratique allemande</u> : | M. H. ROSE<br>M. W. KRUTZSCH<br>M. F. SAYATZ<br>M. J. DEMBSKI  |
| <u>République islamique d'Iran</u> :       | M. N. KAZEMI KAMYAB  |
| <u>Roumanie</u> :                          | M. I. VOICOU<br>M. G. CHIRILA  |
| <u>Royaume-Uni</u> :                       | M. T. RENTON<br>M. R.I.T. CROMARTIE<br>M. J. SANKEY<br>M. R.J.S. EDIS<br>M. M.A. PAKENHAM<br>M. K.I. MALIN<br>M. A. HENDERSON<br>M. D.A. SLINN |
| <u>Sri Lanka</u> :                         | M. J. DHANAPALA  |
| <u>Suède</u> :                             | M. R. EKEUS<br>Mme E. BONNIER<br>M. H. BERGLUND<br>Mme A.M. LAU<br>M. S. ERICSSON  |
| <u>Tchécoslovaquie</u> :                   | M. M. VEJVODA<br>M. A. CIMA<br>M. B. BEDNAR  |

## PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Union des Républiques socialistes  
soviétiques :

M. V.I. ISSRAELYAN  
M. B.P. PROKOFIEV  
M. E.K. POTIARKINE

Venezuela :

M. A. TAYLHARDAT  
Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ

Yougoslavie :

M. K. VIDAS  
M. M. MIHAJLOVIC

Zaïre :

M. O.N. MONSHEMVULA

Secrétaire général de la Conférence  
du désarmement et Représentant  
personnel du Secrétaire général :

M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de  
la Conférence du désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 342ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Pour commencer, je voudrais souhaiter une chaleureuse bienvenue à Son Excellence le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Timothy Renton, Membre du Parlement, qui prendra la parole aujourd'hui à la Conférence en tant que premier orateur. Je souhaite aussi la bienvenue au Sous-Secrétaire d'Etat de la Finlande, M. Klaus Törnudd, qui prendra également la parole aujourd'hui. Je les remercie de l'intérêt qu'ils portent aux travaux de la Conférence et qui reflète l'importance que leurs gouvernements attachent au désarmement. Je leur souhaite un séjour fructueux à Genève.

Conformément à son programme de travail, la Conférence poursuit aujourd'hui l'examen des points 1, "Interdiction des essais nucléaires", et 2, "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout membre qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

Conformément au calendrier des séances et réunions que la Conférence prévoit cette semaine, nous tiendrons aujourd'hui, lorsque la liste des orateurs aura été épuisée, une réunion officieuse pour examiner une demande émanant d'un Etat non membre qui souhaite participer aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, ainsi que d'autres questions d'organisation. Après la réunion officieuse nous reprendrons la séance plénière afin de donner forme officielle à toute décision dont il aura été convenu à la réunion officieuse.

Sont inscrits sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants du Royaume-Uni, de la Finlande, de l'Inde, du Maroc, de l'Algérie et de la République démocratique allemande.

Je donne maintenant la parole au Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni, M. Timothy Renton, Membre du Parlement.

M. RENTON (Royaume-Uni) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous remercie vivement de vos chaleureuses paroles de bienvenue. Depuis que j'ai assumé, à l'automne de l'année dernière, la responsabilité ministérielle pour les questions intéressant la limitation des armements et le désarmement, j'ai attendu avec impatience le moment de me rendre à la Conférence du désarmement. Le Royaume-Uni attache une grande importance aux travaux de la Conférence en tant que seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement général et je suis particulièrement heureux de me trouver ici à une période active et stimulante.

Je vous remercie donc, Monsieur le Président, de m'avoir donné la possibilité de prendre la parole à la Conférence. L'Australie joue un rôle éminent et distinctif dans le domaine du désarmement. Et j'aimerais vous féliciter de l'énergie et de l'habileté avec laquelle vous avez, je le sais, dirigé les affaires de la Conférence.

(M. Renton, Royaume-Uni)

Comme nul ne l'ignore, le Royaume-Uni attache un intérêt particulier aux négociations sur les armes chimiques. J'en parlerai plus longuement dans quelques instants. Mais je tiens tout d'abord à remercier les membres de la Conférence pour la confiance dont ils ont fait preuve à l'égard du Royaume-Uni en nommant M. Cromartie aux fonctions de Président du Comité spécial des armes chimiques pour 1986. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour rendre hommage à son prédécesseur, l'Ambassadeur Turbanski, de la Pologne, pour tous les efforts qu'il a déployés. Je puis vous assurer que nous ferons de notre mieux pour faire progresser les travaux.

Permettez-moi de commencer par formuler quelques observations générales concernant l'approche britannique en matière de limitation des armements et de désarmement. Elle est pragmatique, réaliste et fondée sur l'expérience. Tout d'abord, quel est l'objectif que nous cherchons à réaliser ? En effet, le processus de limitation des armements et de désarmement n'est pas une activité que l'on recherche pour elle-même ou dans le vide. Par ailleurs, ce ne sont pas les armements qui causent les guerres par eux-mêmes, ce sont les actions humaines. Certes, nous recherchons la paix, mais la paix n'est pas une utopie irréaliste. La paix la meilleure et la plus durable est celle qui assure la sécurité permanente de tous les intéressés. Voilà quel devrait être notre objectif commun.

Si c'est là l'objectif visé, quelles sont les conditions qui créeraient un climat susceptible de rendre ces négociations fructueuses ? De toute évidence, un climat de confiance au moins partielle est nécessaire pour que les nations entreprennent des négociations et que des progrès soient réalisés. La confiance ne doit pas être interprétée uniquement dans un sens technique étroit. Les actes d'une nation, tant sur le plan intérieur qu'à l'extérieur, créent ou érodent la confiance dans sa crédibilité. Ce n'est certainement pas par hasard que la période où l'on a obtenu des résultats très importants en matière de limitation des armements, c'est-à-dire depuis le milieu des années 60 jusqu'au milieu des années 70, n'a pas persisté vers la fin des années 70 et le début des années 80. Pendant cette dernière période, on a assisté à une érosion de la confiance internationale et à une augmentation correspondante de la méfiance. La confiance doit être rétablie sur la base du respect mutuel. Elle doit se refléter dans une approche sérieuse à l'égard des négociations. Des gestes en l'air et - pis encore - des accords non suivis d'effet ne contribuent guère à les promouvoir l'une et l'autre.

En outre, il est indispensable que des accords soient vérifiables. Comme l'a dit le Premier Ministre de mon pays dans le discours qu'elle a prononcé à la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, cette question est au coeur du problème et ne constitue pas un complément facultatif. La vérification est essentielle si l'on veut que tout accord de limitation des armements renforce réellement la stabilité et la sécurité. Nous nous félicitons que l'Assemblée générale ait à nouveau consacré ce principe de base dans une résolution adoptée à sa dernière session. Nous notons également que les récentes déclarations soviétiques semblent reconnaître l'importance de ce facteur. Il est également indispensable pour les perspectives de conclusion d'accords futurs que les parties respectent et appliquent les accords qui ont déjà été négociés. Je regrette de constater les préoccupations légitimes que suscitent à cet égard de précédents accords.

(M. Renton, Royaume-Uni)

Je voudrais maintenant exposer la position du Royaume-Uni sur diverses questions qui nous touchent directement ou auxquelles nous sommes intéressés de très près.

L'année 1986 a été proclamée Année internationale de la paix. Il est donc juste qu'elle soit marquée par une activité accrue dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement. Les perspectives de progrès réels semblent actuellement meilleures qu'elles ne l'ont été depuis plusieurs années. La rencontre au sommet entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev dans cette ville, en novembre dernier, a été un événement heureux. Elle a sans nul doute créé un climat international favorable. Et elle a contribué à établir une certaine confiance et une meilleure compréhension entre les deux dirigeants. Cependant, c'est aux actes plutôt qu'aux paroles qu'on pourra en juger les résultats.

Nous portons tous bien entendu, un intérêt crucial aux négociations entre les deux puissances qui ont une prépondérance écrasante en matière d'armes nucléaires et disposent de la plus grande capacité militaire dans l'espace. Bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir, nous sommes encouragés par les mesures qui ont été prises récemment. En ce qui concerne les armes nucléaires, nous nous félicitons vivement de l'accord intervenu pour appliquer le principe d'une réduction de 50 % des armements nucléaires stratégiques. Cette mesure, jointe au fait que les négociateurs ont reçu pour instruction d'accélérer le rythme des entretiens, devrait donner un nouvel élan aux négociations.

Nous nous félicitons également du ton positif de la déclaration de M. Gorbatchev en date du 15 janvier. Ses propositions, qu'il a reprises dans son message à la Conférence la semaine passée, contenaient beaucoup d'éléments qui nous étaient déjà familiers. Néanmoins, on y trouvait aussi de nouvelles conceptions que nous avons examinées de très près avec nos alliés. Le Président Reagan a maintenant répondu aux idées de M. Gorbatchev par une série de propositions constructives et réalistes. Le Gouvernement britannique estime que ces propositions constituent une base solide pour accomplir des progrès rapides tant dans les négociations bilatérales, ici à Genève, que dans les négociations multilatérales engagées ici-même, à Stockholm et à Vienne. Je puis vous assurer, Monsieur le Président, que nous jouerons pleinement notre rôle dans celles-ci. Nous continuerons également d'appuyer sans réserve le Président Reagan dans les efforts qu'il déploie pour parvenir à une percée réelle et durable dans le domaine de la limitation des armements.

L'un des aspects réaffirmés dans les récentes propositions soviétiques est le rapport entre les armements nucléaires d'autres Etats, y compris le Royaume-Uni, et les négociations bilatérales américano-soviétiques. Nous continuons d'être fermement convaincus que les forces nucléaires stratégiques britanniques n'ont rien à voir avec un accord éventuel sur les forces nucléaires intermédiaires (INF) en Europe. Les systèmes d'armes en cause ne sont pas comparables ni quant à leur capacité, ni quant à leur rôle. De même, compte tenu de la nature minimale de notre force de dissuasion - moins de 3 % des forces nucléaires dont dispose l'Union soviétique - nous ne voyons pas l'intérêt d'une contribution britannique à une réduction dans les



(M. Renton, Royaume-Uni)

circonstances actuelles. Cependant, comme nous l'avons maintes fois indiqué, le Gouvernement britannique n'a jamais dit "jamais". Si l'on assistait à des réductions très importantes des arsenaux stratégiques des Etats-Unis et de l'Union soviétique et en l'absence de modification significative des capacités de défense de l'Union soviétique, nous pourrions souhaiter revoir cette position et examiner quelle serait la meilleure façon de contribuer à la limitation des armements compte tenu de la diminution de la menace.

Dans ses dernières propositions, le Président Reagan, conformément à la politique convenue de l'Alliance, a fermement rejeté les tentatives soviétiques visant à faire de l'imposition de contraintes sur les forces britanniques nucléaires indépendantes une condition préalable d'un accord bilatéral sur les INF. Ces propositions constituent une base réaliste pour parvenir à un tel accord, compatible avec le maintien de la sécurité occidentale en tout temps. La question prioritaire reste le succès des négociations visant à opérer des réductions importantes des armements nucléaires américains et soviétiques. Il s'agit de savoir si les négociateurs soviétiques seront prêts, à la table des négociations ici, à Genève, à apporter leur propre contribution à un progrès rapide. Laissant de côté la rhétorique et les déclarations, l'année 1986 devrait être le moment de traduire les paroles en actes, et je demande instamment à l'Union soviétique de le faire.

Dans le même temps, je dois consigner notre déception devant la première occasion qui nous est donnée d'interpréter les paroles positives de M. Gorbatchev, lorsqu'elles se traduisent en actes. Il a dit, le mois dernier, que lors des négociations de Vienne sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces, il était disposé à accepter des mesures de vérification raisonnables. Nous nous attendions donc à une réaction constructive à la proposition occidentale de décembre 1985, qui contenait des initiatives importantes concernant la vérification et constituait une bonne base pour réaliser des progrès. Or, qu'avons-nous obtenu la semaine dernière ? Simplement une nouvelle mouture des propositions soumises en 1983 par l'Est. Ces propositions étaient insuffisantes en 1983. Elles continuent de l'être, car tant en ce qui concerne l'échange d'informations que la vérification, elles n'offrent pas les fondements nécessaires pour assurer une surveillance appropriée du respect d'un accord. Comme je l'ai déjà dit, cette réaction est décevante et ne cadre guère avec ce que les déclarations de M. Gorbatchev nous avaient permis d'escompter. J'espère vivement que ces propositions ne sont pas le dernier mot de l'Est sur cette question.

Le Gouvernement britannique considère les négociations en cours sur la limitation des armements, le désarmement et d'autres questions connexes, y compris celles de cette Conférence, comme étant un réseau d'activités complémentaires. Les progrès accomplis dans un domaine peuvent renforcer les perspectives dans d'autres. En conséquence, on ne peut que se féliciter de l'élan déjà donné par les entretiens bilatéraux américano-soviétiques. D'autres négociations peuvent également apporter leur contribution. J'ai déjà parlé des négociations sur des réductions mutuelles et équilibrées des forces. A Stockholm, nous espérons que la Conférence sur le désarmement en Europe pourra parvenir à un accord sur des mesures pratiques et concrètes propres à

(M. Renton, Royaume-Uni)

renforcer la confiance et la sécurité - telles que l'échange d'informations militaires et la notification des activités militaires - qui réduiraient la tension et le risque d'une attaque par surprise. Nous enregistrons avec satisfaction les bons résultats obtenus à la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération, l'année dernière. Et nous jouerons un rôle constructif et énergique à la Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques, qui se tiendra ici, à Genève, un peu plus tard cette année.

L'Organisation des Nations Unies patronne cet été, à Paris, une conférence sur le désarmement et le développement. Une question souvent posée est celle de savoir si la limitation des armements et le désarmement permettraient d'accroître l'aide au développement. Pareilles mesures rendraient possible une réduction du niveau actuellement élevé des dépenses militaires dans un grand nombre de pays. Toutefois, tout rapport entre le désarmement et le développement doit être considéré dans le contexte plus large de la sécurité, du désarmement et du développement. La sécurité est effectivement le problème clef. Le Gouvernement britannique a déclaré à maintes reprises que, selon lui, le niveau actuel des dépenses militaires dans le monde était excessif. Mais il faut aussi reconnaître que les Etats engagent des dépenses pour leur défense parce qu'ils se croient en présence de menaces extérieures qui appellent une réaction concrète appropriée. C'est pourquoi le problème est plus compliqué qu'on ne veut bien parfois l'admettre. Il ne faut rien négliger pour s'attaquer à ses causes profondes et la Conférence de Paris offrira peut-être une occasion de les analyser de façon plus détaillée.

Je voudrais maintenant me pencher plus en détail sur les travaux de la Conférence du désarmement.

Notre objectif dans les négociations sur les armes chimiques - une interdiction générale et vérifiable de la mise au point, de la fabrication et du stockage de ces armes - est ambitieux. Ce sera une nouvelle pierre milliaire en ce qui concerne les accords de limitation des armements. C'est pourquoi nous considérons que la tâche qui nous incombe aujourd'hui est de la plus haute importance. De nombreuses délégations, parmi lesquelles je suis heureux de pouvoir mentionner celle du Royaume-Uni, ont avancé des idées et des concepts détaillés pour contribuer à une solution. Toutes les délégations souscrivent à l'objectif d'une interdiction complète des armes chimiques, tel qu'il est énoncé dans le mandat du Comité spécial. Grâce aux efforts opiniâtres de ce Comité au cours des quatre dernières années, nous sommes à présent mieux placés pour résoudre les problèmes en suspens. En particulier, une entente générale existe au sujet de la structure fondamentale de la Convention et d'un nombre considérable de libellés pour des dispositions de fond.

Nous nous réjouissons que le Président Reagan et M. Gorbatchev se soient conjointement engagés à intensifier les efforts en vue de conclure une convention internationale efficace et vérifiable dans ce domaine. Cette détermination commune devrait certainement nous réconforter. Nous nous félicitons également de la déclaration faite récemment par M. Gorbatchev, confirmée dans le message qu'il a adressé à la Conférence, dans laquelle il préconise l'élimination complète et rapide des armes chimiques et de la base

(M. Renton, Royaume-Uni)

industrielle servant à leur fabrication. Nous attendons avec intérêt que la délégation soviétique donne des détails sur la manière de traduire cette idée dans les faits.

Il semble généralement convenu que le principal problème qui reste à résoudre consiste à donner à chaque partie l'assurance que les autres parties respectent pleinement leurs obligations découlant de la Convention. Nous devons tous travailler de concert pour nous entendre sur des dispositions de la Convention qui donneraient à tous les pays la confiance requise à cet égard. Les armes chimiques étant relativement faciles à fabriquer et à dissimuler, des mesures de vérification rigoureuses seront indispensables pour éviter que l'on puisse soupçonner que de telles armes sont conservées ou fabriquées clandestinement en violation de la Convention ou des installations servant à leur fabrication sont conservées en tant qu'éléments de l'industrie chimique civile. Pour dissiper ces soupçons, nous aurons besoin d'une combinaison de méthodes de vérification : premièrement, pendant la période de transition jusqu'à l'élimination complète des armes chimiques et de leurs installations de fabrication, et, deuxièmement, à titre permanent, pour veiller à ce que des matières destinées à des fins civiles ne soient pas détournées pour fabriquer de telles armes.

Je pense qu'il est largement admis que les mesures de vérification devraient comprendre un système d'établissement des faits auquel pourrait recourir une partie qui soupçonne une autre de ne pas respecter la Convention. Néanmoins, la Convention serait fragile si la vérification reposait essentiellement sur un système de mise en demeure. La délégation britannique a formulé des propositions détaillées pour qu'un système ad hoc d'établissement des faits soit complété par un système international d'inspection de routine aléatoire, ainsi que par un échange international de données. Le but est de prévenir le soupçon que des substances destinées à des fins pacifiques sont détournées pour une fabrication d'armes chimiques. Après des consultations approfondies avec les représentants de notre industrie chimique, nous sommes convaincus que cet objectif peut être atteint sans pour autant perturber les opérations industrielles à des fins pacifiques, ni violer le secret commercial. Dans ce contexte, nous nous réjouissons beaucoup que le Gouvernement néerlandais ait invité au mois de juin, les membres de la Conférence à juger par eux-mêmes sur le terrain. Nous espérons que toutes les délégations à la Conférence participeront à cet exercice.

Il appartient au premier chef aux pays qui possèdent d'importants stocks d'armes chimiques d'aider à trouver des moyens de convaincre les autres qu'ils les détruiront et d'accepter des mesures de vérification qui donneront aux autres l'assurance, à court et à long terme, qu'ils ne refabriqueront pas de telles armes. De nombreuses propositions détaillées ont été avancées à cette fin. Si nous voulons accélérer les travaux relatifs à cette convention, cette année - comme le Gouvernement britannique est déterminé à le faire - il faudra que toutes les délégations, soit acceptent ce qui a été proposé, soit fassent d'autres suggestions détaillées précises en vue d'engendrer la confiance requise. J'ai lu avec intérêt les observations faites à ce sujet par le Vice-Ministre de l'Union soviétique, M. Kornienko. Comme le dit le proverbe, c'est à l'oeuvre qu'on connaît l'artisan. Nous sommes impatients de connaître la nouvelle oeuvre qui nous a été promise.

(M. Renton, Royaume-Uni)

L'année dernière, dans ce forum, non prédécesseur, Richard Luce, s'est assez longuement étendu sur la question des armes chimiques. Il n'avait pas à s'en excuser, et je ne puis que réaffirmer son sentiment. Les récents indices d'une utilisation de ces armes devraient nous mettre en garde. Nous ne pouvons rester les bras croisés tandis qu'un autre djinn menace de surgir de la bouteille. Nous sommes réunis une fois de plus dans l'ombre maléfique projetée par une utilisation d'armes chimiques dans le conflit entre l'Iraq et l'Iran. Chacune des nouvelles qui nous parviennent ne fait que renforcer la nécessité d'une interdiction mondiale. Je songe à ces mots de Robert Burns :

"L'inhumanité de l'homme pour l'homme est la cause d'innombrables milliers de deuils. Je crois qu'une interdiction complète est possible et je demande instamment à la Conférence de n'épargner aucun effort à cette fin. Pour notre part, nous remplirons notre tâche en qualité de président. J'espère que les autres en feront autant. Une telle convention s'inscrirait éternellement au crédit de la Conférence. Elle entrerait dans l'histoire et ferait du monde un lieu plus sûr.

Beaucoup de choses ont été dites récemment, en particulier par le Secrétaire général Gorbatchev, à propos d'un traité d'interdiction complète des essais. Je voudrais préciser la politique britannique. Nous considérons ce traité comme l'un des objectifs de notre politique générale en matière de limitation des armements. Toutefois, nous continuons d'être gravement préoccupés par la question de la vérification. Tout traité mettrait en jeu des intérêts vitaux sur le plan de la sécurité. Les risques causés par des cas de violation non décelés seraient particulièrement graves. Il serait commode de rejeter cavalièrement toute vérification comme le font certains, à l'Est comme à l'Ouest, de hausser les épaules et d'éluder le problème. Mais les choses la vie ne sont pas aussi simples, pas plus que ne l'est la limitation des armements.

Comme indiqué dans des documents présentés par le Royaume-Uni à la Conférence, dont le plus récent l'a été au mois de juillet dernier, il y a à l'heure actuelle des lacunes dans notre capacité de détecter et d'identifier les essais nucléaires. Elles soulignent la nécessité d'améliorer tout régime éventuel de vérification avant qu'un accord puisse être conclu sur une interdiction. Les affirmations selon lesquelles les problèmes techniques n'existent plus et peuvent donc être écartés ne concordent pas avec les avis scientifiques dont dispose le Gouvernement britannique. Elles semblent, je dois le dire, relever davantage d'une prise de ses désirs pour des réalités, voire de la propagande, que d'une analyse scientifique impartiale. En outre, l'expérience acquise dans de précédentes négociations dans ce domaine incite à penser que ces problèmes ne seront pas résolus facilement et qu'il serait prématuré de reprendre les négociations tant que des solutions à ces problèmes pendants ne se dessineront pas.

La mise en place d'un régime de vérification appropriée n'est pas non plus une simple question technique. N'oublions pas que l'évaluation des scientifiques n'est qu'une partie du tableau. En effet, évaluer l'adéquation d'un régime constitue un jugement politique étayé par des constatations techniques. Et un tel jugement repose sur toute une série de considérations, y compris le degré de confiance politique qu'une partie éprouve quant au respect d'un traité par les autres parties.

(M. Renton, Royaume-Uni)

Il est clair qu'il reste encore beaucoup à faire. Des progrès peuvent être accomplis ici à la Conférence du désarmement à Genève. Nous regrettons que les travaux n'aient pu avancer depuis 1984 à cause de certains pays. Les débats sur les aspects techniques de la vérification et sur la portée d'une interdiction pourraient apporter de nouvelles directives pour la réalisation éventuelle de progrès. C'est pourquoi j'espère qu'un accord interviendra à cette session au sujet de la création dans ce domaine d'un comité spécial doté d'un mandat acceptable pour tous. Mettons tout en oeuvre pour parvenir à un tel accord, en adoptant, le cas échéant, une approche graduelle. Cela peut se faire à la Conférence du désarmement. D'autres mesures peuvent aussi être prises.

Dans le cas des essais nucléaires, les deux traités conclus dans les années 70 entre l'Union soviétique et les Etats-Unis n'ont encore été ratifiés par aucune des deux parties. Ces traités imposeraient aux essais nucléaires un plafond de 50 kilotonnes. Ils contiendraient aussi des dispositions détaillées sur les modalités selon lesquelles il serait possible de procéder à des explosions nucléaires dites pacifiques si l'une ou l'autre des deux parties jugeait celles-ci nécessaires. Les deux parties ont annoncé leur intention d'observer le seuil prévu. Nous estimons que la ratification formelle de ces traités serait chose utile, à condition, bien entendu, que chaque partie puisse être assurée que l'autre respectera ses obligations.

Nous nous sommes donc félicités de l'offre du Président Reagan d'échanger des observateurs aux polygones d'essais afin d'améliorer le potentiel de vérification. En outre, le Président Reagan a invité l'Union soviétique à envoyer des observateurs qui assisteraient à un essai aux Etats-Unis, sans aucune obligation réciproque équivalente. Nous insistons auprès de l'Union soviétique pour qu'elle accepte ces offres. Nous espérons qu'une telle coopération permettra de progresser à brève échéance vers des ratifications.

En même temps, il importera de continuer à rechercher des réductions dans les arsenaux offensifs des deux pays. Le Gouvernement britannique accorde un rang de priorité très élevé à la réalisation de cet objectif dans le cadre des négociations bilatérales qui se déroulent ici actuellement et dont j'ai déjà souligné l'importance. Ces réductions auraient un effet bénéfique sur la stabilité stratégique et sur l'élargissement des relations Est-Ouest, qui demeurent la clef pour la conclusion d'autres accords de limitation des armements. Tant que nous n'aurons pas progressé de manière appréciable sur cette voie difficile, il sera probablement illusoire d'espérer atteindre le degré de confiance nécessaire pour compléter les progrès techniques, et par conséquent, de progresser dans un autre secteur important tel que celui des essais nucléaires.

Un troisième secteur où la Conférence du désarmement peut apporter une contribution multilatérale importante - pour compléter les négociations bilatérales - est celui des travaux concernant l'espace. La création d'un comité spécial sur cette question est un des résultats auxquels la Conférence est arrivée l'année dernière. Le mandat dont ce comité a été doté est loin d'être épuisé. Nous espérons donc que cet organe sera rétabli. Pour continuer à contribuer à ses travaux, nous nous proposons de compléter le document que nous avons soumis l'été dernier sur le régime juridique en vigueur dans l'espace.

(M. Renton, Royaume-Uni)

Comme la question est toujours au premier plan de l'actualité, qu'il me soit permis aussi de réaffirmer notre politique à l'égard de l'Initiative de défense stratégique (IDS) des Etats-Unis. Nous partageons pleinement l'objectif des négociateurs bilatéraux américano-soviétiques - la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En même temps, nous considérons le programme de recherche américain - et je dois souligner qu'il ne s'agit que d'un programme de recherche - comme une mesure prudente étant donné que l'Union soviétique a entrepris des activités depuis des années dans ce domaine, comme nous le savons tous. Les Etats-Unis ont clairement indiqué que leurs activités respectent pleinement tous les traités internationaux pertinents, et sont conformes aux quatre principes cardinaux dont Mme Thatcher et le Président Reagan sont convenus au Camp David, en décembre 1984, à savoir :

Premièrement, que l'objectif des Etats-Unis et de l'Occident n'est pas de s'assurer la supériorité, mais de maintenir l'équilibre, compte tenu de l'évolution de la situation en Union soviétique.

Deuxièmement, qu'en raison d'obligations contractuelles, un déploiement en rapport avec l'IDS devrait faire l'objet de négociations.

Troisièmement, que l'objectif global est de renforcer la dissuasion et non de la saper.

Quatrièmement, que l'objectif des négociations Est/Ouest devrait consister à assurer la sécurité à des niveaux inférieurs des systèmes offensifs des deux côtés.

C'est sur cette même base que nous avons récemment conclu avec les Etats-Unis un accord de participation à leur programme de recherche.

La Conférence travaille aussi à l'élaboration d'un projet de traité d'interdiction des armes radiologiques. Nous avons montré que nous étions prêts à examiner des aspects additionnels. Mais il ne fait guère de doute que les progrès en direction d'un traité ont été bloqués, du fait que certains pays souhaitent lier la question des armes radiologiques à celle de la protection des installations nucléaires pacifiques. Cette dernière présente une importance manifeste pour un certain nombre de pays, comme l'a souligné la récente Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération. Nous sommes toujours prêts à examiner des suggestions constructives qui permettraient de sortir de l'impasse qui persiste. Nous ne croyons pas que la Conférence doive continuer d'être embourbée année après année à propos de la question des armes radiologiques.

Ceci m'amène à la question générale de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement. Il est encourageant de voir que des questions comme celles des armes chimiques, de l'espace et, pour le moment, des armes radiologiques continuent d'être activement examinées. Il reste au moins un espoir de pouvoir travailler à nouveau concrètement sur des problèmes liés à l'interdiction complète des essais nucléaires. Toutefois, certains autres aspects semblent être moins à leur place dans ce forum multilatéral ou valent moins la peine

(M. Renton, Royaume-Uni)

d'y être traités au stade actuel étant donné qu'ils ont déjà été longuement examinés sans aucun résultat. Les efforts que nous avons consacrés à ces questions pourraient être mieux employés là où il y a des perspectives réelles de résultats.

Monsieur le Président, je voudrais conclure en disant quelques mots au sujet des armes classiques. Soulever cette question, comme mon prédécesseur Richard Luce l'a fait à l'Organisation des Nations Unies il y a 18 mois, ne signifie en aucun cas minimiser la menace que constituent les armes nucléaires. Mais nous ne saurions nous souvenir trop souvent que les préoccupations légitimes liées aux armes nucléaires ne doivent pas nous masquer l'horreur et le pouvoir destructif des armes dites classiques. Celles-ci ont été responsables des dizaines de millions de vies perdues dans d'innombrables conflits internationaux ou civils depuis 1945. Le croiseur, le char, l'avion de combat, voire la simple balle de fusil ne possèdent certes pas la puissance effrayante de l'arme nucléaire. Mais chacun d'eux peut tuer tout aussi sûrement et tous ne l'ont déjà fait que trop de fois. Aujourd'hui, dans le Golfe, en Afghanistan et ailleurs dans le monde, la tuerie continue et les armes classiques en sont responsables. Comme l'a dit le Premier Ministre britannique, si la guerre nucléaire est bien une terrible menace, la guerre classique est une terrible réalité. Souvenons-nous aussi du lien qui existe entre les armes nucléaires et les armes classiques. L'alliance occidentale applique depuis bien des années la stratégie de la riposte flexible. Nous nous sommes engagés à n'utiliser aucune de nos armes sauf pour répondre à une attaque. Mais nous nous trouvons en face d'une supériorité massive en armes classiques chez l'agresseur potentiel. Les armes nucléaires ont donc leur rôle à jouer pour dissuader pareille agression, pour en prévenir la tentation. Et tant qu'il existe un déséquilibre sur le plan classique, je considère que la contribution nucléaire est toujours nécessaire. J'espère donc que l'attention accrue accordée aux armes classiques par de nombreux pays à la dernière Assemblée générale, ainsi que l'importante étude qui a été récemment achevée à l'Organisation des Nations Unies, auront pour résultat que cette question fera l'objet d'une attention appropriée dans d'autres forums internationaux également, y compris à la Conférence du désarmement.

Monsieur le Président, nous vivons dans un monde réel, un monde de risques possibles mais aussi de progrès potentiels. Nous ne devons pas permettre que les espoirs que la communauté internationale a mis en nous fassent naufrage pour cause de propagande ou d'inertie. La Conférence a un programme bien rempli et exigeant pour l'année à venir. Le climat international s'est amélioré et les présages de progrès sont donc meilleurs. Profitons de ce climat, traduisons-le en résultats positifs. Faisons de l'année 1986 une année de progrès véritable dans cet important forum. Monsieur le Président, je vous souhaite ainsi qu'à vos collègues un plein succès dans vos efforts à cette fin. Soyez assurés du soutien continu et enthousiaste du Gouvernement britannique. Je vous remercie de votre attention.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Ministre d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

(Le Président)

Je donne maintenant la parole au Sous-Secrétaire d'Etat de la Finlande, M. Klaus Törnudd.

M. TORNUDD (Finlande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, je vous suis reconnaissant de m'offrir la possibilité de prendre la parole à la Conférence du désarmement. Permettez-moi de saisir dès maintenant l'occasion qui m'est donnée de vous féliciter de présider nos travaux en ce mois de février et de souhaiter que votre importante tâche soit couronnée de succès. Je tiens aussi à exprimer la gratitude de ma délégation à l'Ambassadeur Campora pour l'effort qu'il a déployé à la tête de la Conférence en août dernier et avant le début de la présente session.

Il y a un an, la dernière fois que j'ai eu le privilège de me faire entendre ici, un nouvel espoir s'était fait jour avec le début des nouveaux pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales entre les deux principales puissances nucléaires. L'année dernière, cet espoir a grandi.

La récente rencontre au sommet des dirigeants des Etats-Unis et de l'URSS s'est traduite par l'engagement politique important d'accélérer le rythme des négociations sur la limitation des armements et le désarmement, dans les forums bilatéraux aussi bien que multilatéraux.

Le Gouvernement finlandais s'en félicite. Il faut obtenir d'urgence des résultats concrets sous forme d'accords efficaces de réduction des armements nucléaires et de prévention d'une course aux armements dans l'espace. Les récentes et ambitieuses propositions de désarmement présentées par le Secrétaire général Gorbatchev constituent une encourageante initiative. L'optimisme du Président Reagan, qui espère qu'un accord bilatéral pourra être conclu cette année dans un domaine majeur au moins du désarmement, nous est aussi une source d'encouragement.

La principale responsabilité pour ce qui est de réaliser des progrès vers la limitation des armements et le désarmement incombe certes à ceux qui possèdent les plus grands arsenaux, en particulier des arsenaux d'armes nucléaires. Les autres pays ont le droit de s'attendre effectivement à de tels progrès. En même temps, ils ont le devoir de participer, du mieux qu'ils le peuvent, aux efforts communs qui sont déployés pour atteindre ces objectifs que tous visent. La Finlande est capable et désireuse de faire sa part d'efforts, et elle y est prête.

Cette année, la Conférence du désarmement a pris un départ rapide. Mon Gouvernement a noté avec satisfaction que de nombreuses questions qui avaient donné lieu, au cours des années précédentes, à des débats de procédure prolongés, ont été traitées avec célérité et efficacité. L'amélioration des relations internationales s'est ainsi reflétée aussi, d'une certaine manière, dans les négociations de ce forum, à Genève.

Cette meilleure atmosphère est de bon augure pour le débat auquel vont donner lieu les nombreuses et importantes questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence. A notre avis, les négociations au sein de cet organe ont suffisamment progressé pour justifier un optimisme prudent mais réel en ce



(M. Törnudd, Finlande)

qui concerne au moins trois sujets : les armes chimiques, les armes radiologiques et le Programme global de désarmement. On pourrait, et devrait aussi, accomplir de nouveaux progrès au sujet d'une interdiction complète des essais, de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, des garanties de sécurité à donner aux Etats non dotés d'armes nucléaires et de la prévention de la guerre nucléaire.

Depuis trop longtemps, la Conférence s'emploie sans succès à conclure une interdiction complète des armes chimiques. L'intérêt grandit entre-temps pour de nouvelles formes d'armes chimiques. Des rapports indiquent la multiplication des capacités de fabrication d'armes chimiques. Et, ce qui est le plus préoccupant, c'est que des armes chimiques ont bien été utilisées, comme l'a établi l'équipe de l'Organisation des Nations Unies qui a enquêté sur le conflit entre l'Iran et l'Iraq. Tous ces faits nouveaux font de l'interdiction de cette arme particulièrement insidieuse une tâche plus urgente que jamais.

Les bases techniques nécessaires pour une interdiction ont, dans une large mesure, été jetées. Pour une grande part le cadre général de la Convention, sous sa forme juridique, existe déjà. L'impulsion politique en faveur d'une interdiction des armes chimiques, qui a été donnée par les deux grandes puissances lors de la réunion au sommet, devrait se faire sentir. Dans son message à la Conférence du désarmement, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies conclut, en s'appuyant sur cela, qu'"il semble raisonnable d'escompter que les obstacles qui demeurent pourront être surmontés en 1986". Le Gouvernement finlandais partage cet espoir.

Les obstacles qui demeurent sont néanmoins de taille. L'un d'entre eux concerne la définition des composés chimiques à haut risque et des régimes correspondants auxquels doivent être assujettis ces composés pour garantir leur seule utilisation à des fins non militaires. Il est important que le système qui, en définitive, sera choisi soit à la fois effectivement vérifiable et suffisamment réaliste. Toutes les parties doivent être sûres que le régime en question sera crédible et qu'il pourra être respecté. En même temps, ce régime doit éviter d'entraver indûment le fonctionnement de l'industrie chimique civile.

Une autre grande question est celle des dispositions relatives à la vérification de la Convention, en particulier le régime à appliquer aux diverses tâches de vérification, qui font intervenir, par exemple, les dispositions relatives à l'inspection par mise en demeure. Il est évident qu'une vérification efficace exige à la fois des inspections sur place et l'utilisation d'un matériel moderne de surveillance.

Depuis 1972, un matériel automatique de surveillance à des fins de vérification a été étudié et essayé dans le cadre du projet finlandais de vérification de la non-utilisation d'armes chimiques. Ce projet cherche à mettre au point des méthodes de vérification qui couvriraient toutes les exigences de vérification découlant de la convention : non-fabrication, destruction des stocks existants et détection d'une utilisation alléguée. Les constatations les plus récentes seront de nouveau exposées dans un "Livre bleu" et présentées à la Conférence lors de sa session de l'été 1986.

(M. Törnudd, Finlande)

La vérification par les seuls moyens techniques ne suffit pas en soi à fournir dans tous les cas la garantie nécessaire du respect, mais elle peut être utile comme complément à l'inspection sur place. On pourrait aussi envisager une combinaison de différentes méthodes présentant un caractère intrusif plus ou moins marqué.

Le Gouvernement finlandais a toujours considéré la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires comme une mesure indispensable pour atteindre l'objectif ultime : l'élimination des armes nucléaires. Nous serions très heureux que les négociations trilatérales sur cette question reprennent et que tous les Etats dotés d'armes nucléaires participent à des négociations analogues au sein de la Conférence.

Une interdiction des essais ralentirait les progrès technologiques accomplis dans la fabrication des armes nucléaires. Elle limiterait ainsi les possibilités de mettre au point de nouveaux types d'armes nucléaires. Elle restreindrait par ailleurs l'accroissement des arsenaux nucléaires et contribuerait de ce fait aux efforts déployés pour limiter le nombre d'armes nucléaires. En outre, une interdiction des essais étayerait les mesures, appuyées par mon pays, qui visent à renforcer le régime de non-prolifération et à le rendre universel.

Nous nous félicitons du moratoire unilatéral sur les essais proclamé, et récemment prorogé, par l'Union soviétique. Un moratoire appliqué par tous les Etats dotés d'armes nucléaires et proclamé pour un temps indéfini, de préférence associé à la décision d'ouvrir des négociations en vue d'une interdiction complète des essais, représenterait vraiment un grand pas en avant.

A la Conférence du désarmement, les débats sur une interdiction complète des essais ont été axés sur les questions de la portée et de la vérification. La position de la Finlande a toujours été que, par sa nature même, une interdiction complète des essais excluait ipso facto les solutions partielles : toute les explosions nucléaires doivent être prises en compte. Du point de vue technique, il est impossible de distinguer les explosions nucléaires dites pacifiques des explosions nucléaires à des fins militaires. La question est une question d'intention, et non de technologie.

Pour être efficace, une interdiction complète des essais doit aussi inclure des dispositions adéquates en matière de vérification. Les moyens modernes de vérification, qui permettent même de détecter de faibles explosions nucléaires, ne cessent de se développer. De l'avis de certains experts, on aurait d'ores et déjà les moyens de vérifier de manière crédible si une interdiction complète des essais nucléaires était bien respectée. Certaines déclarations récentes concernant la vérification, qui ont été faites dans le cadre de certaines négociations sur la limitation des armements, devraient aussi préparer la voie à des pourparlers fructueux sur cette question. Il est grand temps de progresser sur la route qui mène à l'élimination de toutes les explosions nucléaires dans tous les milieux et à tout jamais.

(M. Törnudd, Finlande)

C'est la cinquième année que la prévention d'une course aux armements dans l'espace est inscrite à l'ordre du jour de la Conférence. L'an dernier, celle-ci a pu commencer à examiner cette question sur le fond, quoique de façon plutôt préliminaire. Nous espérons que la situation a suffisamment mûri pour permettre un examen plus complet cette année.

La Finlande considère que la résolution 40/87, adoptée presque à l'unanimité par l'Assemblée générale, incorpore les considérations fondamentales qui devraient s'appliquer à l'utilisation de l'espace par tous les Etats. Il convient que les traités internationaux existants qui ont trait aux activités spatiales soient maintenus et rigoureusement appliqués. La coopération internationale en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'espace devrait être activement encouragée.

L'utilisation de l'espace à des fins militaires telles que l'alerte avancée et la vérification est un fait. Les satellites de communications qui sont utilisés à ces fins servent à renforcer la stabilité stratégique. Alors que l'utilisation de satellites à cet effet ainsi qu'à des fins purement civiles continue de se développer rapidement, il n'existe pas de cadre juridique global couvrant, mais aussi protégeant, cette utilisation. L'examen approfondi de ce problème devrait se voir attribuer un rang de priorité élevé dans le contexte des pourparlers bilatéraux et des pourparlers multilatéraux sur la limitation des armements dans l'espace. A cet égard, la reprise des pourparlers bilatéraux américano-soviétiques ou des négociations multilatérales, au sein de cette Conférence, sur l'interdiction des armes antisatellites, serait particulièrement bienvenue.

En tant que représentant de la Finlande, qui est un pays observateur, je ne peux manquer de soulever une autre question, celle de l'élargissement de la composition actuelle de la Conférence, aussi réaffirmerais-je que mon pays continue à souhaiter devenir dès que possible membre à part entière de la Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le Sous-Secrétaire d'Etat de la Finlande de son importante déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Inde, l'Ambassadeur Gonsalves.

M. GONSALVES (Inde) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais vous féliciter de votre accession au poste de Président de la Conférence pour ce mois important de la session de 1986 et vous assurer de la pleine coopération de ma délégation. Votre attachement personnel et celui de votre gouvernement à la cause du désarmement nous encouragent à considérer avec espoir et avec un prudent optimisme les efforts que vous déployez pour que s'engagent rapidement des travaux systématiques et sérieux sur chacun des points de l'ordre du jour de la Conférence, particulièrement sur ceux concernant le désarmement nucléaire, la prévention de la guerre nucléaire et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Permettez-moi aussi de profiter de cette occasion pour faire consigner la profonde reconnaissance de

(M. Gonsalves (Inde))

la délégation indienne à votre distingué prédécesseur, l'Ambassadeur Campora, de l'Argentine, qui a présidé la Conférence de manière exemplaire en août 1985 et a continué d'assumer ses fonctions entre les sessions. Ma délégation a écouté avec la plus grande attention les importantes déclarations qu'ont faites ce matin M. Timothy Renton, Ministre d'Etat aux affaires étrangères, et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni et M. Klaus Tornüdd, Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires politiques de la Finlande. Ma délégation étudiera ces déclarations avec tout le soin qu'elles méritent.

Je suis profondément touché par l'accueil chaleureux que m'ont réservé ici mes collègues. C'est cordialement qu'à mon tour je les assure de ma bonne volonté et de mon esprit de coopération. Je me réjouis à la perspective de participer d'une façon constructive aux efforts de la Conférence.

L'annonce du décès prématuré de Mme Alva Myrdal nous a profondément affectés. Il ne fait pas de doute qu'elle a apporté une contribution unique dans le domaine crucial mais complexe du désarmement et qu'elle n'a cessé d'être une source d'inspiration pour tous ceux qui y travaillent. Nous autres participants à la Conférence avons une dette de reconnaissance toute spéciale à l'endroit de Mme Myrdal, pour son dynamisme et son esprit indomptable qui nous ont tant apporté. J'ajouterai qu'en Inde nous éprouvions une considération et une affection particulières pour Mme Myrdal, qui a longtemps et avec beaucoup de distinction assumé la fonction d'Ambassadeur de Suède. Je prie la délégation de ce pays de bien vouloir adresser nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple suédois ainsi qu'à la famille de la défunte. Nous saisissons aussi cette occasion pour nous joindre à d'autres délégations dans le deuil causé par la perte tragique de vies humaines lors de l'explosion de la navette spatiale américaine Challenger.

Comme les orateurs précédents, j'aimerais commencer par des considérations générales sur les principaux faits nouveaux à l'échelle internationale qui se sont produits récemment dans le domaine du désarmement. La reprise, l'année dernière, des négociations bilatérales entre les superpuissances nous a encouragés à espérer une percée en matière de désarmement nucléaire. Alors que ces négociations n'avaient pas encore, que l'on sache, produit de résultats, la réunion au sommet entre le Président Reagan et le Secrétaire général Gorbatchev a constitué un autre événement positif. Le simple fait qu'elle ait eu lieu après un intervalle de six ans et demi était, en soi un important succès. Dans la déclaration commune issue du sommet les superpuissances ont affirmé des positions d'une extrême importance : une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée, elles avaient la responsabilité particulière de maintenir la paix internationale, elles ne s'engageraient pas dans une guerre, nucléaire ou classique, et ne chercheraient pas à s'assurer la supériorité militaire. Ce ne sont là toutefois que des affirmations générales n'entraînant pas pour les parties la reconnaissance des obligations découlant d'un traité. En l'absence d'accords concrets sur le désarmement, on ne peut que supposer, du moins pour le moment, que l'objectif d'une parité militaire ne serait atteint qu'à des niveaux de plus en plus élevés d'armements, avec les risques d'écclatement d'une guerre nucléaire que cela implique. Il semblerait que l'absence d'accord sur des mesures spécifiques de désarmement ait été liée à des divergences

(M. Gonsalves, Inde)

fondamentales concernant les armes spatiales. Il faut sans tarder examiner ces divergences pour les éliminer. Dans ces circonstances, il serait bon de se référer au programme général de désarmement nucléaire à réaliser dans un temps déterminé que le Secrétaire général Gorbatchev a annoncé le 15 janvier 1986. Le Premier Ministre de l'Inde et son Gouvernement se sont félicités des propositions du Secrétaire général Gorbatchev et dit qu'elles constituent une base appropriée pour des négociations sérieuses. Nous avons pris note avec satisfaction de ce que les Etats-Unis étudiaient ces propositions et auraient déjà fait part de leurs réactions. Nous espérons sincèrement que les négociations bilatérales sur ces propositions d'une vaste portée se poursuivront activement dans un esprit de sérieux et que la Conférence du désarmement sera périodiquement informée des progrès réalisés. Nous avons noté avec satisfaction le message que le Secrétaire général Gorbatchev a adressé à la Conférence et qui lui a été transmis à la séance plénière du 20 février 1986 par Guéorgui Kornienko, Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, et l'invitation faite à la Conférence de placer les propositions soviétiques sur le désarmement au centre de ses débats. Cette invitation rejoint notre évaluation des responsabilités de la Conférence, à laquelle il incombe de négocier les aspects fondamentaux du désarmement nucléaire dans le cadre d'un organe subsidiaire officiel créé à cette fin. Notre tâche sera facilitée, Monsieur le Président, si vous êtes en mesure de répondre à notre demande pressante touchant la création d'un tel organe et si la Conférence est périodiquement informée du résultat des négociations bilatérales auxquelles donne lieu les propositions du Secrétaire général Gorbatchev et d'autres propositions à l'étude. Pendant que ces diverses propositions font l'objet de débats et de négociations approfondis, dans l'optique bienvenue que, comme elles l'ont dit, les superpuissances reconnaissent qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit donc pas être engagée, qu'on répondrait favorablement, nous semble-t-il, au désir exprimé de prévenir une guerre nucléaire en prenant d'urgence des mesures intérimaires sur la base des propositions maintes fois présentées par l'Inde en faveur d'un gel de la fabrication des armes nucléaires et d'une convention interdisant le recours aux armes nucléaires, propositions qui ont reçu l'appui massif des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Dans ma première déclaration à la Conférence du désarmement, il me paraît bon de me référer d'entrée au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui est notre raison d'être. Il est important de rappeler que ce document a été adopté par consensus en 1978. C'était là un acte politique remarquable, en ce sens que toutes les nations, grandes et petites, parvenaient, dans une rare manifestation de volonté politique collective, à adopter à l'unanimité une Déclaration et un Programme d'action pour le désarmement qui n'ont rien perdu de leur validité, bien au contraire. Il se peut que ce document reste lettre morte. L'escalade massive de la course aux armements qui a suivi son adoption n'a servi qu'à souligner notre responsabilité et notre détermination de défendre avec zèle les conclusions acceptées à l'unanimité dans ce document et de chercher plus sérieusement que par le passé à les traduire dans les faits. La détermination des membres de cette Conférence et, au demeurant, de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de créer et de maintenir en

(M. Gonsalves, Inde)

...vie cet organe multilatéral unique de négociation montre sans conteste qu'il y a une certaine volonté politique collective, en particulier chez les grandes puissances, d'examiner et de négocier des mesures de limitation des armements et de désarmement, la priorité étant clairement accordée au désarmement nucléaire. Naturellement, cela ne peut se faire ni dans le vide ni sans tenir compte des préoccupations de sécurité de toutes les nations participantes. Toutefois, la sécurité n'est pas le droit exclusif de ceux qui ont constitué d'énormes stocks d'armes particulièrement meurtrières. Or ce sont précisément les Etats dont la sécurité est la plus réellement menacée qui ont volontairement décidé de ne pas acquérir ces effroyables instruments de destruction massive. A leur sens, rien ne semble justifier que le monde entier soit pris en otage au nom de la sécurité. Il en résulte que la remise en question de ces politiques de sécurité, de ces doctrines de guerre, de ces perceptions politiques et de ces illusions ou ambitions technologiques qui rationalisent le maintien et l'expansion effrénée des arsenaux nucléaires dans le monde d'aujourd'hui devient pour cet organe un impératif catégorique. Nous sommes fermement convaincus que cet impératif catégorique, loin d'être une source de confrontation, est la condition nécessaire d'un effort multilatéral harmonieux vers le désarmement, le nier équivaldrait à nullifier le principe sur lequel reposent les efforts multilatéraux de désarmement.

Alors que nous nous engageons dans les travaux de la session de 1986, il nous est utile de tenir compte des recommandations formulées par l'Assemblée générale à sa quarantième session. Dans l'ensemble, les 66 résolutions qui y ont été adoptées tendaient une fois de plus à engager la Conférence du désarmement à agir de toute urgence sur les trois premiers points de son ordre du jour et en ce qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En ne tenant pas compte de ces recommandations, nous ne ferions qu'affaiblir la crédibilité de notre organisation. Ma délégation comprend fort bien à quel point il est difficile de traiter dans un forum multilatéral de la question du désarmement nucléaire sous tous ses aspects mais elle est convaincue que le seul moyen de résoudre ces problèmes complexes consiste à les examiner d'une manière systématique et à négocier nos différences de points de vue. Aussi avons-nous été très inquiets d'entendre, au début des travaux de cette session, que la question centrale du désarmement nucléaire n'était pas du ressort de la Conférence. En ce qui concerne la prévention de la guerre nucléaire, la situation paraît des plus décourageantes. A la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous avons été particulièrement préoccupés par les initiatives visant à fausser les priorités énoncées dans le Document final et à banaliser les questions de désarmement en faisant de lapalissade le sujet de résolutions. Nous avons déploré la tendance à placer les conflits régionaux et la limitation des armes classiques sur le même pied que le désarmement nucléaire dont le Document final a clairement fait la priorité des priorités. De même, il est bien inquiétant de constater qu'on tente de mettre sur le même plan les guerres en général et la guerre nucléaire. A cet égard, nous avons été particulièrement heureux de noter que, dans la déclaration commune publiée après la récente réunion au sommet, les superpuissances n'ont pas établi une équation de ce genre et qu'elles ont ainsi confirmé leur accord de 1972 qui concernait la prévention de la guerre nucléaire proprement dite et non celle des guerres en général. Il nous a aussi paru étrange, alors que depuis

(M. Gonsalves, Inde)

plusieurs années nous ne parvenons à aucun accord concret de désarmement, de constater que les questions liées à la vérification et au respect, bien qu'ayant sans aucun doute une importance vitale, aient fait spécifiquement l'objet de résolutions où elles n'étaient pas rattachées à des accords précis de désarmement. Il est assez ironique de constater que l'initiateur de la résolution sur le respect et certains de ceux qui l'ont appuyée n'ont précisément pas à cet égard un passé immaculé.

Je tiens dans cette déclaration à mettre l'accent sur deux questions que l'initiative des six nations trouve vitales. Elles sont liées à une interdiction complète des essais et à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Récemment, l'attention internationale s'est beaucoup concentrée sur la question d'une interdiction générale des essais nucléaires. Le moratoire soviétique sur les essais d'armes nucléaires et l'invitation adressée par six nations à tous les Etats dotés d'armes nucléaires d'observer un moratoire pour une période de douze mois, en profitant selon que de besoin des services de surveillance sismologique qu'elles mettaient à leur disposition, et d'engager sur cette base la négociation d'une interdiction générale des essais, constituent dans ce domaine des faits nouveaux qui méritent d'être notés. Dans ce contexte, nous constatons avec préoccupation et déception que la déclaration commune au sommet ne dit rien d'une interdiction complète des essais. Dans les recommandations que contiennent à notre endroit les résolutions qu'elle a adoptées l'année dernière, l'Assemblée générale a demandé à la Conférence d'engager des négociations sur un traité d'interdiction des essais nucléaires. Bien qu'il soit décevant que le vote de certains des Etats dotés d'armes nucléaires ait été négatif, nous estimons que la Conférence du désarmement doit canaliser cette ample convergence de vues de la part de la vaste majorité des Etats du monde et engager des négociations sérieuses sur tous les aspects d'un traité qui interdirait à jamais tous les essais d'armes nucléaires. A y regarder de très près, nous ne trouvons pas solides les arguments de ceux qui ont pour objectif de remettre indéfiniment à plus tard cette tâche. Il est quelque peu déconcertant d'entendre un Etat doté de l'un des plus considérables arsenaux nucléaires déclarer que la poursuite des essais est un élément clef de sa sécurité et qu'une interdiction des essais ne peut être considérée que comme un objectif à long terme, qu'on ne saurait d'ailleurs éventuellement envisager qu'à la suite de réductions substantielles des arsenaux nucléaires. Pour la grande majorité des nations qui n'ont jamais procédé à des essais nucléaires et qui n'ont pas l'intention de le faire, il n'est pas d'argument qui semble pouvoir justifier la poursuite des essais.

Ceux qui s'opposent à une interdiction des essais nucléaires mettent en avant deux aspects du problème. Ils arguent tout d'abord de l'avantage en matière de sécurité vis-à-vis de l'adversaire que présenterait la modernisation des armes existantes et leur non-obsolescence. Ils parlent ensuite du désavantage où se trouveraient les Etats parties à un futur traité sur l'interdiction des essais au cas où d'autres auraient recours à la dissimulation. Examinons le premier point. Pour ce qui est de maintenir l'équilibre précaire de la dissuasion, tel qu'il existe à l'heure actuelle, on

(M. Gonsalves, Inde)

ne voit pas pourquoi la réalisation de nouveaux essais nucléaires serait essentielle, d'autant que chacune des superpuissances admet que les armes nucléaires dont elle dispose suffisent pour dissuader l'adversaire. L'ancien Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, M. David Owen, a dit catégoriquement dans un discours qu'il a prononcé en septembre 1985 que l'argument tendant à justifier la poursuite des essais au nom du maintien de l'efficacité des armes nucléaires était factice et qu'il avait été monté de toutes pièces par le lobby des armements à un moment où celui-ci cherchait à détourner les pressions qui s'exerçaient en faveur d'une interdiction complète des essais. Il est aussi douteux que les avantages marginaux susceptibles de découler d'une poursuite des essais puissent être assez significatifs pour modifier la situation de vulnérabilité mutuelle dans laquelle se trouvent actuellement les superpuissances. En fait, en convenant au plus haut niveau, à Genève, qu'"une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être engagée", les superpuissances ont clairement reconnu que ni l'un ni l'autre camp ne pouvait ni ne devait déclencher une guerre nucléaire. Par ailleurs, le fait qu'elles se sont engagées à Genève à ne pas chercher à s'assurer la supériorité militaire devrait logiquement réduire à néant les arguments développés quant à l'avantage marginal sur l'adversaire qui pourrait résulter d'une poursuite des essais et de la modernisation des armes. Aussi l'argument qui veut que les essais nucléaires sont nécessaires pour étayer la politique de sécurité d'une alliance militaire ou pour maintenir la crédibilité de ce qu'on nomme dissuasion semble-t-il parfaitement dénué de fondement.

Il faut aussi cerner de près le second argument selon lequel l'adversaire tirerait profit d'un comportement consistant à tourner les dispositions d'un traité sur l'interdiction des essais. Selon des normes scientifiques internationales objectives, l'efficacité des arrangements nationaux et internationaux en matière de surveillance sismologique est suffisante pour assurer une vérification effective et peut, au demeurant, être aisément et vite améliorée. L'Union soviétique a, pour sa part, reconnu qu'il était impératif de mettre en place un régime de vérification efficace et consent à des inspections sur place, si nécessaire, pour consolider ce régime. Il reste cependant un aspect du problème, limité en soi, mais qui mérite qu'on s'y arrête. De l'avis général de la communauté scientifique, il ne peut être procédé clandestinement à des explosions nucléaires dont le seuil est très bas sans que celles-ci soient détectées et identifiées par les stations sismologiques existantes. Les explosions nucléaires avoisinant une kilotonne sont généralement, on le sait, détectées et identifiées sans difficulté. Il n'est qu'une manière de tricher, nous dit-on, c'est de procéder à des explosions assourdies de plus grande puissance. Il faudrait donc que le tricheur éventuel procède à une explosion dont la puissance serait inférieure à une kilotonne ou qu'il assourdisse une explosion de puissance supérieure en recourant à un artifice : l'utilisation d'une cavité en roche dure. Pour ce qui est des superpuissances, cela ne présenterait guère d'intérêt pour la simple raison qu'une mini-explosion se heurterait à trop d'obstacles pour se justifier, alors qu'il est peu probable qu'elle présente des avantages appréciables.



(M. Gonsalves, Inde)

Les arguments concernant la possibilité de manoeuvres de dissimulation attribuent aux tricheurs éventuels un degré d'ingéniosité en matière d'organisation d'essais clandestins qui cadre mal avec la réalité. A ce propos, il ne faut pas oublier que l'attachement politique de la communauté internationale dans son ensemble à la réalisation d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires constitue en soi une forme effective de dissuasion pour ceux qui seraient tentés d'avoir recours à des subterfuges. En outre, vu la plus grande efficacité des arrangements internationaux de surveillance sismologique, il serait des plus imprudents de tricher, car les gains limités et, en soi, spéculatifs que l'on pourrait tirer d'un essai clandestin seraient peu de chose à côté de ce que, politiquement, il en coûterait d'être démasqué. C'est que la notion même de niveau minimum de détection est essentiellement statistique, qu'il n'y a pas de seuil minimal absolu. En outre, avant un essai, il ne peut qu'être infiniment difficile de fixer avec précision le plafond de puissance d'une arme. Le tricheur qui voudrait mettre au point un engin qu'il réussirait à essayer dans le secret serait donc confronté à d'énormes problèmes. Si, en dépit de ces obstacles, l'une quelconque des grandes puissances dotées d'armes nucléaires en venait à concevoir une arme de nature à déjouer le régime d'interdiction des essais, il lui faudrait l'essayer dans un polygone d'essai nouveau car ceux qui existent actuellement feraient en tout état de cause l'objet d'une surveillance efficace dans le cadre de quelque régime d'interdiction des essais que ce soit. Il n'est pas possible de créer de nouveaux polygones d'essais qui échappent à la détection par satellite, dans de telles conditions, procéder à des explosions serait assurément problématique.

Pour ce qui est des superpuissances, tout essai effectué en dépit d'obstacles aussi considérables devrait nécessairement produire des résultats nouveaux et significatifs. Il est clair que le jeu de la dissimulation présente trop d'impondérables pour que l'un ou l'autre des partenaires puisse améliorer de façon appréciable sa force nucléaire par rapport à l'autre en essayant de déjouer l'interdiction des essais. Aussi la conclusion qui s'impose est-elle que, si les superpuissances sont déterminées à ne rechercher ni l'une ni l'autre la supériorité militaire et si les armes dont elles disposent excluent la possibilité de gagner ou d'engager une guerre nucléaire, la poursuite des essais nucléaires ne peut contribuer à promouvoir la sécurité d'aucune. Il en résulte qu'il faut, par un acte de volonté politique éclairée, mettre un terme à tous les essais d'armes nucléaires.

Pour les Etats non dotés d'armes nucléaires, le problème de la dissimulation peut, en théorie, présenter de plus grands dangers. Or il se fait qu'aucun de ces Etats ne trouve à redire à la négociation d'une interdiction des essais nucléaires. Ainsi donc, ceux qui sont le plus exposés et dont la sécurité n'est aucunement assurée sont néanmoins plus disposés à courir ce risque.

Nous nous félicitons des toutes dernières propositions du Secrétaire général Gorbatchev car elles ont levé de nouveaux obstacles sur la voie d'un traité sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Nous saluons la décision soviétique de prolonger de trois mois le moratoire sur les essais nucléaires. Il faut espérer que les Etats-Unis lui rendront la

(M. Gonsalves, Inde)

pareille et que le moratoire pourra être périodiquement prorogé tandis que se dérouleront des négociations sérieuses sur une interdiction complète des essais. En acceptant des inspections sur place chaque fois que cela sera nécessaire l'Union soviétique rend la communauté internationale singulièrement plus apte à élaborer un régime de vérification efficace, dans le cadre d'une interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Nous croyons aujourd'hui fermement que seule la négociation en bonne et due forme d'un traité peut éliminer les doutes qui persistent. L'expérience passée nous montre qu'il est futile que la Conférence du désarmement s'en tienne à des débats d'ordre général. L'expérience acquise au cours des négociations menées au sein du Comité spécial des armes chimiques montre d'ailleurs très clairement combien il est difficile de négocier un régime de vérification approprié, même lorsque les deux parties se sont montrées le plus prêtes à coopérer. Rien ne traduirait mieux l'esprit de Genève que la mise en route, à la Conférence du désarmement, de négociations détaillées sur une interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Les points que je viens de mentionner intéressent directement la course aux armements dans l'espace qui fait pour nous partie intégrante de la course aux armements nucléaires que se livrent les superpuissances. Mon Gouvernement n'est absolument pas convaincu par les arguments selon lesquels il serait possible de se défendre contre l'arme nucléaire. Pour soutenir leurs doctrines militaires respectives, les superpuissances ont mis au point divers types de vecteurs qu'il ne faut toutefois pas confondre avec les armes nucléaires elles-mêmes. Nous estimons que non seulement il n'est pas possible d'ériger des défenses à toute épreuve contre les vecteurs d'armes nucléaires mais aussi que, techniquement, il est impossible de mettre ainsi les nations ou les populations à l'abri d'une utilisation de l'arme nucléaire. Aussi longtemps qu'il existe des armes, il est inévitable qu'on puisse les acheminer sous une forme ou une autre et il n'est pas de système de défense qui reste inexpugnable. La poursuite des recherches en matière de technologie défensive s'achoppe quant à elle à tant de problèmes et de contradictions que rien ne garantit qu'un jour la "transition défensive" devienne réalité. A l'ère nucléaire, le fait fondamental est que, si les populations sont mutuellement exposées à des attaques nucléaires, c'est directement à cause des caractéristiques de l'arme nucléaire. Le culte de la dissuasion est le produit existentiel de la présence d'armes nucléaires. Ce n'est qu'un symptôme de la menace nucléaire et, en bonne logique, il n'est pas de meilleur moyen d'échapper au symptôme de la menace nucléaire qu'en éliminant la maladie qui le sous-tend - autrement dit les armes nucléaires elles-mêmes. Les arguments qui veulent qu'on aille au-delà de la dissuasion en érigeant un système de défense dans l'espace ne convainquent donc pas et, comme si la situation n'était pas déjà encore assez préoccupante, on entend depuis peu dire que les arrangements de défense stratégique seraient complétés par la constitution d'une capacité offensive appropriée. Quoi qu'il en soit, on s'accorde généralement à penser que les systèmes de nature ostensiblement défensive qui visent à rendre les armes nucléaires obsolètes acquièrent automatiquement une capacité offensive de première frappe contre des cibles situées dans l'espace et sur la Terre. Nous sommes confrontés à l'effrayante conjonction d'une course aux armements offensive et défensive sur la Terre et dans l'espace, dont l'inévitabilité repose sur le fait qu'un des camps met au point des armes spatiales, ce qui par voie de conséquence amène l'autre à prévoir une riposte.

(M. Gonsalves, Inde)

Les travaux touchant la Convention sur les armes chimiques, sur lesquels porte depuis plusieurs années le plus gros des éléments de fond des rapports annuels de la Conférence du désarmement, ont, à la différence de presque tout ce qui a par ailleurs été effectué, débouché sur des résultats raisonnablement satisfaisants. La part prise à cette réussite par l'Ambassadeur Turbanski a été saluée à juste titre dans notre enceinte et nous sommes certains que, sous l'impulsion de son nouveau président, l'Ambassadeur Cromartie, le Comité spécial enregistrera de nouveaux progrès. Il nous faut en passant réaffirmer notre attachement à la conclusion d'une interdiction complète des armes chimiques et dire que nous constatons avec satisfaction que la Conférence ne se laissera pas détourner de sa voie par le problème secondaire de la non-prolifération des armes chimiques. Il nous faut aussi mettre en garde contre la tendance que nous décelons à suggérer que le seul problème auquel la Conférence puisse sérieusement se colleter est celui des armes chimiques. Nous espérons que l'importante tâche déjà réalisée en ce qui concerne la Convention sur les armes chimiques permettra, cette année, de franchir les obstacles qui se dressent de longue date sur le chemin, puisque aussi bien les principaux Etats dotés d'armes chimiques ont décidé de compléter et d'accélérer les travaux en renforçant les consultations bilatérales.

Nous avons le fervent espoir qu'en 1986, la Conférence pourra se mettre sérieusement au travail dès après le premier mois. Depuis bien trop longtemps rien n'arrête la course aux armements, ce qui n'a pas de quoi reconforter les participants à cet unique forum multilatéral de négociation. Il faut aussi, ici même, et avec le plus grand sérieux, s'attaquer au problème de la course aux armements, non seulement sous son aspect nucléaire mais aussi sous son avatar le plus récent : les armes spatiales. L'Année internationale de la paix offre à la Conférence du désarmement l'occasion de mener à bien le projet tant attendu d'élaboration d'un Programme global de désarmement. N'oublions pas, comme l'Ambassadeur Garcia Robles nous l'a opportunément rappelé, qu'il nous faut présenter cette année à l'Assemblée générale un rapport concluant sur le sujet. La tâche qui nous attend est redoutable mais, avec la volonté politique nécessaire, nous pouvons à coup sûr nous y atteler. S'il était mené à bonne fin, ce programme constituerait un scénario réaliste qui permettrait de progresser vers l'objectif convoité d'un désarmement général et complet, qui jusqu'à présent nous a échappé. Conférence.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Inde de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc, l'Ambassadeur Benhima.

M. BENHIMA (Maroc) : Monsieur le Président, qu'il me soit permis, en premier lieu, de vous adresser mes chaleureuses félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence du désarmement. Ma délégation est particulièrement heureuse de vous voir diriger nos travaux avec autant de maîtrise et de sérénité, qualités qui avaient déjà forcé l'estime de la Conférence tout au long de votre présidence du Comité spécial des armes radiologiques en 1985.

(M. Benhima, Maroc)

Je tiens également à exprimer la haute appréciation et la reconnaissance de ma délégation au Président sortant, Monsieur l'Ambassadeur Mario Campora, de l'Argentine, pour l'excellent travail qu'il a accompli à la fin de la session précédente de la Conférence du désarmement ainsi que pendant la période d'intersession. Ma délégation salue la présence de M. Timothy Renton, Ministre d'Etat britannique, et de M. Klaus Tornüdd, Sous-Secrétaire d'Etat de la Finlande.

Enfin, je me dois de remercier tous mes distingués collègues qui ont eu l'amabilité de m'accueillir avec chaleur et générosité. Je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude et les assurer de la coopération de la délégation du Maroc à la réalisation des nobles objectifs de la Conférence du désarmement que mon pays a fait siens.

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour exprimer notre profonde sympathie à la délégation américaine à la suite du tragique accident survenu à la navette spatiale Challenger, et la prier de transmettre les sincères condoléances de ma délégation aux familles des astronautes qui y ont péri.

Une autre disparition nous a également immensément attristés, c'est celle de Mme Alva Myrdal. De la défunte, notre forum gardera en mémoire les initiatives en faveur du désarmement et de la paix, ainsi que l'énergie et la foi avec lesquelles elle a défendu les principes pour la réalisation desquels nous sommes réunis dans cette enceinte. En s'associant au deuil de son peuple, ma délégation prie le distingué représentant de la Suède de bien vouloir transmettre ses condoléances les plus attristées aux proches de la disparue.

Monsieur le Président, la Conférence du désarmement, qui est l'unique organe de négociation multilatérale en matière de désarmement, entame sa huitième année sous de bons augures. En effet, l'actuelle session se déroule dans un contexte marqué par une série d'événements de la plus haute importance qui, nous l'espérons, ne manqueront pas d'avoir d'heureux effets sur nos travaux.

Tout d'abord, la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire, qui s'est tenue à Genève au mois de septembre dernier, a été l'occasion notamment pour les Etats parties dotés d'armes nucléaires de réaffirmer leurs engagements à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires.

Deux mois plus tard, la rencontre au sommet à Genève entre le Président des Etats-Unis d'Amérique, Monsieur Ronald Reagan, et le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, Monsieur Mikhaïl Gorbatchev, a scellé la reprise d'un dialogue que toute la communauté internationale souhaite porteur d'espérance et annonciateur d'une ère de détente, de confiance et de compréhension.

En nous félicitant de la tenue de ce sommet, nous exprimons le voeu que les engagements qui y ont été souscrits puissent être rapidement mis en oeuvre, notamment en ce qui concerne les questions dont est saisie également notre Conférence.

(M. Benhima, Maroc)

Le dernier événement en date est la proposition faite par Monsieur Mikhaïl Gorbatchev, le 15 janvier dernier. Le plan du leader soviétique d'élimination en trois étapes des armes nucléaires d'ici l'an 2000 constitue sans aucun doute une contribution substantielle aux efforts tendant à un désarmement global et général. Les réactions encourageantes qu'il a suscitées de la part, notamment, des Etats-Unis et de leurs alliés nous procurent des motifs de satisfaction.

Dans un climat international qui invite à l'optimisme sans renonciation coupable à la vision réaliste des choses, la Conférence se doit de jouer le rôle qui lui est dévolu de par sa nature d'unique organe multilatéral de négociation. L'élan créé est, estimons-nous, de nature à permettre à notre Conférence de sortir de l'état de stagnation qui la caractérisait pendant ces dernières années.

Monsieur le Président, dans un monde assailli par de nombreux périls dont le plus menaçant est assurément le danger nucléaire, nous exprimons l'intime conviction que la Conférence est appelée - la détente qui s'amorce aidant - à stimuler toute initiative tendant à la disparition complète de ce péril. Alors que les négociations traînent en longueur, la course aux armements et le renforcement des arsenaux atteignent un seuil qui rend la sécurité internationale de plus en plus aléatoire et accroît l'angoisse de l'humanité.

Les puissances nucléaires ont poursuivi leurs programmes respectifs d'explosions nucléaires durant l'année écoulée, exception faite de l'Union soviétique, qui s'était fixé un moratoire unilatéral durant le second semestre de 1985, et qui vient de le proroger récemment de trois mois.

Il est incontestable que la poursuite de ces essais nucléaires constitue un motif de préoccupation pour la communauté internationale qui, depuis près de trois décennies, en réclame la fin. Les appels successifs à ce sujet ne semblent pas avoir encore reçu l'écho attendu, car l'instrument international susceptible de le mettre en oeuvre continue toujours de faire défaut dans la kyrielle de textes juridiques internationaux en matière de désarmement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération nucléaire a, je cite : "regretté profondément qu'un Traité international interdisant tous les essais nucléaires par tous les Etats, dans tous les environnements et à perpétuité n'ait pas encore été conclu".

Dès lors une interrogation s'impose : pourquoi un tel traité n'a-t-il pas encore vu le jour malgré l'insistance de la communauté internationale ?

En d'autres termes, pourquoi notre Conférence, en sa qualité d'unique forum de négociation multilatérale, se trouve toujours dans l'incapacité de mettre en oeuvre cette volonté universelle de parvenir à un accord international interdisant les essais nucléaires ? De l'avis de la délégation marocaine, l'obstacle qui a toujours obstrué la voie à la réalisation de cet objectif est d'ordre foncièrement politique.

(M. Benhima, Maroc)

L'unanimité enregistrée autour du caractère hautement prioritaire de la cessation complète des essais nucléaires n'a pu surmonter les divergences sur les voies et moyens d'y parvenir. Est-il besoin de rappeler que l'organe subsidiaire qui a été créé à cet effet a, en 1982 et 1983, mené à terme la mission qui lui était dévolue en entreprenant un travail de fond sur les questions portant sur la vérification et les moyens de faire respecter l'interdiction des essais nucléaires. Après l'achèvement de cette phase technique survint alors celle de la négociation proprement dite, étroitement liée à la nécessité impérieuse de doter cet organe d'un mandat de négociation. Cependant l'évaluation du travail accompli et l'analyse des étapes ultérieures étaient différemment appréhendées par les membres de la Conférence. Depuis, le blocage s'est installé et notre Conférence s'est distinguée par son immobilisme sur cette question.

Le Maroc, à l'instar des autres pays membres du Groupe des 21, est profondément convaincu que le Traité sur l'interdiction des essais nucléaires est réalisable. Il est également convaincu que l'argument selon lequel le Traité sera difficilement vérifiable n'est pas fondé et qu'il ne sert qu'à occulter l'absence caractérisée de volonté politique.

Du reste, cette conviction repose à notre sens sur deux constatations :

- Premièrement, depuis quinze ans déjà, le Secrétaire général des Nations Unies a affirmé que tous les aspects scientifiques et techniques du problème avaient été explorés de manière si complète que seule une décision politique était désormais nécessaire pour parvenir à un accord final.

- Deuxièmement, le séminaire organisé par la Norvège l'année dernière sur la vérification sismologique d'une interdiction complète des essais nucléaires a permis à bon nombre d'entre nous de se rendre compte des progrès techniques considérables réalisés dans le domaine de la vérification sismologique. La conclusion majeure qui se dégage des démonstrations et des exposés, dont la rigueur scientifique ne souffre aucun doute, est que la vérification sismologique du respect d'un traité d'interdiction complète des essais est possible.

Monsieur le Président, quelles que puissent être les divergences entre les membres de cette Conférence sur la question de la vérification, les réticences à l'égard de la négociation d'un traité prohibant les essais nucléaires risquent d'affecter sérieusement la cohésion de la Conférence et d'altérer dangereusement sa crédibilité. C'est pourquoi ma délégation lance un appel à tous les membres afin d'apporter un concours aux efforts que déploie le Président Butler par le biais des consultations qu'il mène avec doigté et perspicacité tendant au rétablissement d'un comité spécial doté d'un mandat approprié.

Nous tenons à souligner à cet égard que le projet de mandat présenté par le Groupe des 21 sous la cote CD/520/Rev.1 est de nature à nous mener à l'objectif que nous nous sommes assigné. Toutefois, conscients qu'une certaine dose de souplesse est souvent bénéfique dans toute négociation, l'amendement possible dudit projet de mandat par l'insertion du paragraphe 6 de la résolution 40/80 de l'Assemblée générale ne soulèverait pas d'objection de la part de ma délégation.

(M. Benhima, Maroc)

Nous estimons, à ce sujet, que ledit paragraphe - sans préjuger aucunement la portée de l'engagement des délégations en faveur de ces négociations - constitue non seulement une sorte de programme de travail pour le Comité à rétablir, mais répond également aux préoccupations de certains pays. Ainsi et sans se départir de sa mission de négociation dudit traité, le Comité aura également à "épuiser", comme le souhaitent certaines délégations, la question de la vérification et du respect.

Monsieur le Président, depuis 1974, l'Assemblée générale des Nations Unies ne cesse de nous rappeler que la poursuite des essais nucléaires intensifie la course aux armements, faisant croître ainsi le risque de guerre nucléaire. Ses appels incessants dans la dizaine de résolutions qu'elle adopte chaque année en faveur de la cessation de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire restent malheureusement sans échos. Face à une prolifération tant verticale qu'horizontale des armes nucléaires, la Conférence reste sans voix sur cette question, à tel point que de nombreuses délégations n'ont pas hésité à qualifier le point 2 de l'ordre du jour de "thème oublié" ou de "parent pauvre" de la Conférence du désarmement.

Et c'est en rejetant tout pessimisme que les difficultés tant politiques que techniques peuvent légitimement inspirer que nous sommes forcés de reconnaître que cette question, qui est le noyau de notre ordre du jour, ne fait toujours pas l'objet de négociations au sein de cette Conférence ni ne bénéficie d'un cadre organique dans lequel elle pourrait être examinée. Le débat académique qui lui a été réservé jusqu'à présent est devenu une sorte d'écran derrière lequel les puissances nucléaires poursuivent le perfectionnement, la fabrication et le stockage des armes nucléaires, dont les arsenaux ont connu ces dernières années un développement quantitatif sans précédent. Le chiffre de 3 millions de bombes d'Hiroshima avancé il y a 4 ans est déjà largement dépassé aujourd'hui. Mais le plus inquiétant est le perfectionnement qualitatif de ces armes. Les systèmes de vecteurs sont devenus de plus en plus meurtriers : des systèmes de guidage et de contrôle perfectionnés donnent une très grande exactitude de frappe aux missiles balistiques intercontinentaux, aux missiles embarqués sur sous-marins, aux missiles de croisière - dont un grand nombre est doté d'ogives multiples et indépendantes .

Il est évident que la poursuite de la mise au point de nouvelles armes alimente une course aux armements dont la courbe ascendante devient de plus en plus difficile à maîtriser. Loin d'apporter davantage de sécurité et de paix, les armes nucléaires plongent notre monde dans un climat d'insécurité et de danger de guerre nucléaire dont la conséquence serait, sans aucun doute, l'anéantissement de toute la civilisation humaine. Les experts tant de l'Est que de l'Ouest s'accordent à reconnaître que les arsenaux actuels des armes nucléaires sont suffisants pour anéantir plusieurs fois l'humanité.

Conscients de tous ces faits, nous exhortons tous les membres de cette Conférence de doter ce forum de négociation multilatérale de moyens institutionnels afin qu'il puisse s'acquitter de la mission qui est la sienne, en l'occurrence négocier des accords visant à inverser la course aux armements nucléaires puis à y mettre fin. Cet appel fait suite à celui lancé par

(M. Benhima, Maroc)

l'Assemblée générale dans le paragraphe 3 de sa résolution 40/152 P, qui prie la Conférence du désarmement de constituer, au début de sa session de 1986, un comité spécial chargé du point 2 de l'ordre du jour.

Certes, des consultations ont eu lieu à ce sujet depuis le début de notre session. Elles ne semblent pas différer ni dans leur contenu, ni sur leur issue probable, de celles auxquelles il a été procédé toutes ces dernières années.

Nous regrettons à cet égard que les engagements souscrits par certaines puissances nucléaires, aussi bien devant des instances internationales que dans des instruments juridiques internationaux dont ils ont été la plupart du temps les initiateurs voire les auteurs, continuent à contraster avec leur attitude dans les consultations en cours.

Il est vrai que des négociations bilatérales tant sur les armes nucléaires que les armes spatiales sont menées à Genève depuis une année. Il est également vrai que certaines considérations de nature militaro-stratégique et de sécurité peuvent paraître compréhensibles à certains égards. Il n'en reste pas moins vrai que refuser chaque année le principe même de la création d'un comité spécial pour le point 2 de notre ordre du jour est en contradiction avec les principes énoncés dans la Déclaration finale.

Ce document, qui a été adopté par consensus et ne peut souffrir aucune réserve comme c'est malheureusement le cas pour certaines résolutions de l'Assemblée générale, recommande à notre Conférence dans son paragraphe 50, d'engager des négociations multilatérales en vue de la conclusion d'accords afin de, je cite :

"a) Mettre un terme au perfectionnement qualitatif et à la mise au point de système d'armes nucléaires,

b) Mettre un terme à la production de tous les types d'armes nucléaires et de leurs vecteurs, ainsi qu'à la production de matières fissiles à des fins d'armement,"

Enfin,

"c) Etablir un programme global et graduel reposant sur un calendrier convenu, dans la mesure du possible, pour réduire de façon progressive et équilibrée les stocks d'armes nucléaires et leurs vecteurs, conduisant en fin de compte à leur élimination complète dans les plus courts délais possibles".

La mise en oeuvre de ce dernier point ne constituerait nullement une antinomie aux actuelles négociations bilatérales de Genève. Nous avons d'ailleurs toujours estimé que les négociations multilatérales ne peuvent que compléter les négociations bilatérales et tout progrès enregistré dans l'un des deux cadres aura inéluctablement un effet positif et dynamique sur les travaux au sein de l'autre.



(M. Benhima, Maroc)

Monsieur le Président, la dualité des négociations n'est pas seulement souhaitable, elle est indispensable. Trois considérations et non des moindres, nous poussent à croire à l'utilité de ce double cadre de négociation.

- Les accords conclus jusqu'à ce jour entre les deux grandes puissances nucléaires n'ont fait que limiter le volume de leurs arsenaux nucléaires, sans parvenir à inverser leur croissance ni même à l'arrêter.

- Les présentes négociations bilatérales de Genève ne concernent que les deux puissances nucléaires possédant les plus grands arsenaux. Cependant, l'élimination complète des armes nucléaires étant l'objectif final du programme d'action sur le désarmement, les négociations ne peuvent par conséquent se limiter aux seuls arsenaux de ces deux puissances. C'est l'une des raisons qui plaident en faveur d'une négociation multilatérale au sein de la Conférence du désarmement.

Enfin, le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement met bien en exergue la responsabilité collective en matière de négociation. En effet, le paragraphe 28 qui a été adopté par consensus, comme l'ensemble du Document final, déclare : "Le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde. En conséquence, tous les Etats ont le devoir de contribuer aux efforts déployés dans le domaine du désarmement. Tous les Etats ont le droit de participer aux négociations sur le désarmement. Ils ont le droit de participer sur un pied d'égalité aux négociations multilatérales sur le désarmement qui ont une incidence directe sur leur sécurité nationale".

Le dogme de la responsabilité collective en matière de négociation sur le désarmement nucléaire s'est logiquement imposé. Car la sécurité et la paix dans le monde sont indivisibles. Il ne saurait y avoir une sécurité propre aux puissances nucléaires et une autre pour les pays non dotés d'armes nucléaires. Notre approche de la sécurité ne peut être qu'universelle. Et tout danger nucléaire qui la menacerait ne peut être que planétaire également, car en cas de guerre nucléaire aucun pays ne sera épargné. Les retombées radioactives, la réduction de la couche protectrice d'ozone et l'hiver nucléaire affecteront sans discernement belligérants et non-belligérants.

Monsieur le Président, au moment où la communauté internationale célèbre, sur proposition de l'Assemblée générale des Nations Unies, l'Année internationale de la paix, nous restons convaincus que la Conférence du désarmement se trouve investie d'une grande mission, à savoir celle de contribuer à la consolidation de cet édifice qu'est la paix. Doter la Conférence des moyens structurels pour lui permettre de s'en acquitter et engager des négociations sérieuses sur les questions prioritaires de l'ordre du jour, et en particulier sur celles relatives aux armes nucléaires, sont autant d'étapes qui nous rapprocheraient, sans aucun doute, de la paix.

Je conclurai en invitant les membres de la Conférence à la réflexion sur un passage du récent ouvrage de Monsieur Kurt Waldheim, intitulé "Dans l'oeil du cyclone". Je cite : "Il faut, à mon avis, que les nations soient prêtes à prendre des risques beaucoup plus grands dans leur recherche de la paix. Elles

(M. Benhima, Maroc)

ne peuvent continuer à défendre leurs propres propositions d'armement unilatéral, exiger des systèmes irréfutables de vérification préalablement à la conclusion de tout accord sur les armes nucléaires, rejeter les possibilités de vérification sur leur propre territoire. A moins d'une entente générale sur ces points, la course aux armements va tout simplement s'accélérer".

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant du Maroc de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Algérie, l'Ambassadeur Kerroum.

M. KERROUM (Algérie) : Monsieur le Président, permettez-moi, tout d'abord, de vous exprimer mes chaleureuses félicitations pour votre accession à la charge de Président de la Conférence du désarmement.

Votre contribution efficace au lancement des travaux de la présente session est l'oeuvre d'un diplomate avisé. Mais aussi celle du représentant d'un pays. L'Australie, connu pour ses efforts inlassables en faveur du désarmement.

Je voudrais, Monsieur le Président, rendre également hommage à votre prédécesseur, l'Ambassadeur Campora, pour la manière dévouée et compétente avec laquelle il s'est acquitté de sa tâche au cours du mois d'août 1985 et durant l'intersession.

J'adresse, par ailleurs, mes vifs remerciements à tous les représentants qui m'ont souhaité la bienvenue au sein de cette assemblée. Je puis les assurer, comme vous-même et tous les membres de notre conférence, de la pleine coopération de la délégation algérienne.

Je voudrais présenter nos condoléances à la délégation de la Suède à la suite de la disparition de Mme Alva Myrdal, dont le nom restera, pour tout un chacun, symbole d'un attachement et d'un dévouement exemplaires à la cause du désarmement.

Je voudrais également présenter nos condoléances à la délégation des Etats-Unis d'Amérique et lui dire la profonde émotion avec laquelle nous avons appris la perte tragique des sept astronautes de la navette Challenger.

Monsieur le Président, l'ouverture des travaux de la présente session de la Conférence du désarmement est, indéniablement, caractérisée par un sentiment général dominant et une détermination unanimement affirmée. Le sentiment général est qu'il existe, aujourd'hui, un espoir, un espoir encore frêle et vacillant, de l'amorce d'un dialogue véritable qui permettrait de s'attaquer aux causes mêmes qui sont à l'origine de la course aux armements et de son intensification. La détermination, également affirmée par chacun de nous, est d'oeuvrer pour que cet espoir soit réellement le signe annonciateur d'une ère nouvelle, qui verrait l'humanité s'engager irréversiblement dans le chemin salvateur qui la libérerait de l'angoisse de l'anéantissement.

(M. Kerroum, Algérie)

Ce climat d'optimisme fait irrésistiblement penser à l'atmosphère qui prévalait en 1979 au cours de la toute première session du Comité du désarmement. J'en garde un souvenir vivace car j'ai eu l'honneur d'être un des membres de la délégation algérienne qui vint participer aux travaux de cette première session dont l'Algérie eut le privilège de présider l'ouverture.

Tout concourait, à l'époque, à faire croire que la conciliation était enfin possible entre un réalisme soulignant que le désarmement général et complet était un objectif à très long terme et l'espérance que cet objectif n'était plus hors de portée.

La politique de détente se poursuivait en même temps que s'imposait avec de plus en plus de force l'exigence de son extension à toutes les régions du monde et de son élargissement à tous les aspects de la vie internationale. L'Assemblée générale des Nations Unies venait, en 1978, de consacrer au désarmement une première session extraordinaire. Le résultat en fut l'adoption d'un document final, qui reste notre texte de référence de base et que seule avait rendu possible la volonté concrète affichée par les uns et les autres de prendre en compte les préoccupations de chacun. L'imminence de la signature des accords Salt II, après celle de Salt I, inclinait les plus sceptiques à admettre que des accords de contrôle quantitatif d'armement pourraient en définitive constituer un pas significatif vers l'arrêt de la course aux armements. Enfin, le Comité du désarmement, par sa composition et le rôle qui lui était dévolu, devait être cet organe unique de négociation multilatérale où se traduirait l'effort collectif nécessaire à l'entreprise du désarmement.

On sait ce qu'il advint de tout cela, et, en particulier, comment la paralysie du Comité, puis de la Conférence du désarmement, a été durement vécue. C'est pourquoi, aujourd'hui, la prudence est de mise. Mais, peut-être, les leçons des échecs passés permettront-elles de tirer le meilleur avantage des nouvelles perspectives ouvertes par les derniers événements dont le plus important demeure incontestablement le sommet qui réunit à Genève, en novembre 1985, MM. Reagan et Gorbatchev. L'importance de l'événement est à la mesure de l'influence exercée sur la vie internationale par les relations entre l'URSS et les Etats-Unis et les rapports entre les alliances militaires constituées autour d'eux; elle est à la mesure aussi de la responsabilité qui est en conséquence celle de ces deux puissances dans la détérioration comme dans l'assainissement de l'environnement international.

C'est de cette rencontre, expression solennelle d'un dialogue renoué, et d'une volonté de négocier également affirmée, qu'est né cet espoir encore frêle et vacillant que j'évoquais au début. L'impulsion que le monde entier attend de ce sommet semble produire quelques effets à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe comme aux pourparlers de Vienne sur la réduction des forces conventionnelles. Surtout, la confrontation semble céder le pas à un dialogue constructif qui se traduit déjà par des propositions qui ne sont plus rejetées systématiquement, mais qui, au contraire, sont prises sérieusement en considération.

(M. Kerroum, Algérie)

Il est à espérer que ce sont là des prémices d'une approche nouvelle qui, en abandonnant les attitudes de confrontation qui n'ont pu que mener à l'impasse, et en rompant avec les visions sélectives et parcellaires de la paix et de la sécurité, consacre les vertus du dialogue et la nécessité de promouvoir la confiance dans les rapports entre les Etats, condition préalable à l'assainissement du climat international sans lequel il ne saurait se concevoir de véritable mesure de désarmement.

Notre espoir est conforté par l'affirmation contenue dans la Déclaration commune publiée à l'issue du récent sommet de Genève, et selon laquelle il est renoncé à la recherche de la supériorité militaire. Cette proclamation nous paraît d'une signification et d'une portée fondamentales si tant est qu'elle reflète l'intention profonde et la véritable disposition d'esprit des deux grandes puissances. Renoncer à l'idée de la supériorité militaire implique obligatoirement l'instauration d'un minimum de confiance. C'est, en effet, l'absence de ce minimum de confiance et les intentions réelles ou supposées que mutuellement se prêtaient en conséquence les deux parties qui ont nourri la course aux armements en donnant un caractère éminemment précaire et instable à un équilibre susceptible d'être rompu à tout moment. Dans cette logique, il est inéluctable que tout accord, quel qu'il soit, ne peut être qu'un "accord-palier" représentant une pause suivie inexorablement par la relance de la course aux armements.

Bien au contraire, l'instauration d'un minimum de confiance repose sur la stabilité d'un équilibre tiré progressivement mais continuellement vers le bas, concrétisant par là même l'arrêt et l'inversion de la course aux armements.

Les conséquences que l'on est ainsi en droit de tirer de l'abandon de la recherche de la supériorité militaire sont évidentes.

Premièrement, l'idée de la militarisation de l'espace n'aurait plus aucun sens puisqu'elle s'inscrit en porte à faux d'une dynamique réductrice en annonçant un niveau supérieur et accéléré de mise au point de nouvelles mesures et contre-mesures dans le domaine militaire. Il est dès lors souhaitable et opportun que notre Conférence reprenne le plus tôt possible l'examen de cette question et qu'elle engage les travaux de fond en vue de la conclusion d'un accord pour prévenir une course aux armements dans l'espace et consacrer sa vocation de patrimoine commun de l'humanité.

C'est là indéniablement un vœu de la communauté internationale qui s'est traduit une fois de plus dans la résolution 40/87 adoptée sans aucune opposition lors de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Deuxièmement, l'arrêt et l'inversion de la course aux armements exigent, comme condition préalable, qu'il soit mis fin à l'amélioration continue des armes nucléaires, et par conséquent, aux essais nucléaires qui en sont le principal moyen. Voilà plus d'un quart de siècle que la communauté internationale poursuit avec constance l'objectif d'interdiction totale des essais d'armes nucléaires. L'abandon de la recherche de la supériorité

(M. Kerroum, Algérie)

militaire met cet objectif à notre portée. Le moratoire soviétique sur les essais nucléaires est une incitation supplémentaire à surmonter le problème de la vérification et les obstacles de procédure et saisir l'occasion qui est ainsi offerte de répondre à l'attente des peuples et d'engager rapidement une négociation concrète sur l'élaboration d'un traité sur l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires.

Par ailleurs, la disponibilité réaffirmée par la délégation chinoise de participer aux travaux du futur Comité spécial sur la cessation des essais nucléaires doit être un encouragement à l'adhésion de tous au processus de négociation attendu.

Troisièmement, dès lors que MM. Gorbatchev et Reagan, toujours dans le cadre de l'abandon de la recherche d'une supériorité militaire, admettent qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et qu'elle ne doit jamais être déclenchée, il est naturel que la question de la prévention de la guerre nucléaire soit traitée avec l'intérêt qui lui est dû et qu'il soit enfin possible d'entamer de véritables négociations à ce sujet.

Par sa résolution 40/152 Q, l'Assemblée générale a rappelé, si besoin était, l'intérêt vital que représente cette question pour l'humanité tout entière.

L'incapacité de notre Conférence à trouver une base commune de négociation est avant tout le résultat de certaines approches qui refusent d'appréhender la problématique nucléaire dans sa véritable dimension et d'assumer la communauté de destin que l'arme nucléaire a paradoxalement créée entre tous les peuples.

Parce qu'elles touchent à la sécurité du monde et à l'avenir de l'humanité, les négociations sur la prévention d'une guerre nucléaire impliquent tous les pays, et s'il est un lieu où de telles négociations devront être menées, c'est bien au sein de cette Conférence, par le biais d'un Comité spécial.

Monsieur le Président, alors que s'ouvrent de nouvelles perspectives en matière de désarmement, nous nous retrouvons confrontés à l'éternel problème de la relation entre négociations bilatérales et négociations multilatérales. Deux constats sont à cet égard incontournables : d'une part, il n'est pas réaliste de nier toute l'importance des négociations américano-soviétiques. D'autre part, il est impossible de méconnaître le rôle assigné à la Conférence du désarmement, qui est la traduction de la nécessité d'une implication et d'un engagement de tous dans ce domaine. Il n'est pas pensable de poser le problème de la relation entre bilatéralisme et multilatéralisme en termes conflictuels, sauf à renier les principes et les objectifs dont nous nous réclamons ici unanimement. En vérité, nous n'avons d'autre choix que de faire nôtre le postulat qu'il y a complémentarité et interaction réciproquement bénéfique entre négociations bilatérales et négociations multilatérales. L'impulsion et les progrès enregistrés dans un cadre ne peuvent que se répercuter favorablement dans l'autre.

(M. Kerroum, Algérie)

Aussi serait-il extrêmement stimulant, tant pour le rôle et le fonctionnement de notre Conférence que pour toutes les négociations en cours, que l'organe unique de négociation multilatérale puisse mettre à profit le climat positif qui prévaut aujourd'hui et se pencher concrètement sur un programme de désarmement nucléaire : la récente proposition de M. Gorbatchev mérite d'être saluée dans ce contexte et devrait susciter la présentation d'une proposition américaine similaire, les deux propositions pouvant constituer avec les contributions des autres pays une base de départ adéquate à des discussions approfondies au sein de ce forum.

Cependant, Monsieur le Président, qui peut le plus peut le moins, et l'optimisme quant à l'engagement et au déroulement des négociations sur les points qui nous préoccupent sera d'autant plus justifié que des progrès décisifs seront enregistrés sur les armes chimiques. En effet, c'est sur ce point particulier que nous attendons tous la confirmation de l'existence d'une impulsion et d'un esprit nouveaux. La mise au point d'une convention sur les armes chimiques constitue indubitablement un test de la volonté politique des Etats et singulièrement des grandes puissances, de conclure de véritables accords de désarmement, et cela pour plusieurs raisons.

En premier lieu, la Convention sur les armes chimiques est le seul point sur lequel la Conférence du désarmement a pu, durant de longues années, mener des négociations concrètes et enregistrer des progrès significatifs. C'est une parfaite illustration de la complémentarité des négociations multilatérales et bilatérales.

Deuxièmement, le caractère universel que devra revêtir obligatoirement cette convention et l'implication de tous que cela suppose font que notre enceinte est le lieu tout indiqué pour en parachever la mise au point.

Troisièmement, les encouragements prodigués par MM. Reagan et Gorbatchev à la conclusion d'une convention devraient normalement provoquer une percée décisive et en accélérer l'échéance.

Enfin, il va de soi que cette convention ne peut porter que sur l'élimination totale des armes chimiques en interdisant la mise au point, la production et le stockage. En aucune manière cette convention ne saurait revêtir un caractère de non-prolifération ni constituer une entrave quelconque à l'industrie chimique, qui est à la base même du développement, notamment dans le domaine agricole.

Ceci m'amène à dire quelques mots sur un problème plus large mais crucial, celui du lien entre le désarmement et le développement. Bien que figurant sur le décalogue du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale, ce point n'a pas encore fait l'objet de l'examen qu'il mérite au sein de cette Conférence. Il a été beaucoup dit et beaucoup écrit sur les possibilités d'affecter à l'aide au développement une part, aussi petite soit-elle, des sommes colossales englouties dans la course aux armements. On connaît aussi toutes les difficultés que soulève cette perspective et qui nous ramènent à un constat évident. Mais le vrai problème n'est pas là. Des mesures significatives de désarmement ne sont envisageables

(M. Kerroum, Algérie)

que dans le cadre du relâchement de la tension internationale et ce sont les conditions ainsi créées qui permettront à tous les pays, et plus particulièrement aux pays en voie de développement, de se sentir moins préoccupés par l'impératif légitime de sécurité et de consacrer ainsi la plus grande part de leurs propres ressources à leur développement. Le véritable lien entre désarmement et développement passe par la sécurité et sa traduction idéale serait la mise sur pied d'un système de sécurité collective.

Monsieur le Président, l'année 1986 a été proclamée "Année internationale de la Paix" par les Nations Unies. C'est là assurément une occasion pour notre Conférence d'apporter sa contribution à l'édification de la paix en engageant un processus résolu de négociations sur les points inscrits à son ordre du jour. C'est également une occasion pour chaque membre d'assumer la responsabilité qui est la sienne pour réconcilier la Conférence avec sa fonction originelle d'organe unique de négociation multilatérale en matière de désarmement.

Le PRÉSIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de l'Algérie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

Je donne maintenant la parole au représentant de la République démocratique allemande, l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui parler du point 1 de l'ordre du jour, à savoir l'interdiction des essais nucléaires. La tentative d'interdire tous les essais d'armes nucléaires a déjà une longue histoire. En fait, c'est une question qui est particulièrement d'actualité. Jeudi dernier, dans son importante déclaration, M. Kornienko, Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, s'est étendu de façon très convaincante sur la possibilité et la nécessité de la cessation de tous les essais d'armes nucléaires.

La grande urgence de cette question contraste fortement avec la longue et frappante incapacité de la Conférence à s'atteler à la rédaction du traité nécessaire. Nous savons tous pourquoi il en est ainsi. Il faut un effort concerté pour sortir de l'impasse où nous sommes. Il ne nous a pas échappé que la délégation des Etats-Unis avait réitéré sa position bien connue. Par contre, il y a plusieurs faits nouveaux qui, pris ensemble, dénotent une certaine évolution de la situation globale par rapport à l'année dernière et qui recèlent l'espoir d'un progrès possible.

a) De partout dans le monde on réclame plus intensément la cessation de tous les essais d'armes nucléaires. La plupart des gouvernements et de nombreux mouvements civiques, des scientifiques et des figures politiques de premier plan et de tous les pays se sont engagés à poursuivre cet objectif. Les propositions formulées par les six auteurs de la Déclaration de Delhi ne sont qu'un exemple de l'ampleur et de la vigueur de l'appui que reçoit cette demande.

(M. Rose, République démocratique allemande)

b) L'arrêt complet des essais d'armes nucléaires et la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais correspondraient parfaitement à l'esprit qui a marqué la rencontre au sommet de Genève. Ils seraient interprétés, de par le monde, comme l'indication de la volonté de traduire dans les faits la déclaration d'intention de Genève.

c) Dans les propositions qu'il a faites, le 15 janvier 1986, le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev accorde la plus haute priorité à un moratoire soviéto-américain sur les essais d'armes nucléaires. L'URSS a prolongé l'effet de cette mesure unilatérale jusqu'au 31 mars 1986, ce qui représente une grande chance. Espérons qu'elle sera saisie et qu'un accord pourra être élaboré.

Un moratoire et un traité global ne s'excluent pas l'un l'autre, ils se complètent. Je pense que c'est une bonne nouvelle pour la Conférence que l'URSS préconise d'appliquer dans les deux cas les mêmes mesures vigoureuses de vérification.

d) Des conférences importantes reflètent la détermination de la grande majorité des Etats de redoubler d'efforts pour aboutir à une interdiction complète des essais d'armes nucléaires. Il n'en est pour preuve que les résolutions fréquemment citées de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Déclaration finale de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération. Je me permets d'ajouter que toutes ces puissantes manifestations sont appuyées par des obligations juridiques. Il ne dépend pas de l'Etat doté d'armes nucléaires concerné de décider s'il convient ou non que des négociations soient menées sur une interdiction des essais nucléaires.

La cessation complète des essais d'armes nucléaires ne saurait se produire dans un avenir lointain, c'est maintenant qu'elle s'impose. Elle doit servir à mettre un terme à la croissance qualitative et quantitative des armements nucléaires et faciliter la réduction et l'élimination des armes nucléaires. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire d'examiner par le détail le rôle que jouerait une interdiction des essais, car même ceux qui résistent et entendent poursuivre des essais pour réaliser d'ambitieux programmes d'armement le reconnaissent.

La République démocratique allemande est favorable à l'exploration de toutes les voies possibles, y compris la reprise de négociations trilatérales et la conclusion d'un accord visant à élargir le Traité d'interdiction partielle des essais signé à Moscou.

En ce qui concerne les travaux pratiques de la Conférence, il serait très important, dans les circonstances actuelles, que toutes les délégations, sans aucune exception, conviennent au moins de commencer à rédiger le traité. Après tout, ce n'est pas la faute des pays socialistes s'il n'y a pas eu jusqu'ici de négociations et si les questions de procédure ont été politisées. A tout le moins, on devrait suivre une procédure qui permette de parvenir à des accords et grâce à une approche systématique, à une comparaison détaillée des positions à la recherche d'accommodements. L'exercice futile auquel s'est livré le Groupe de travail en 1982 et 1983 ne doit pas se répéter. Au lieu de



(M. Rose, République démocratique allemande)

poser sans cesse les questions d'hier et d'exprimer inlassablement leurs doutes, les délégations concernées devraient proposer des solutions ou examiner sérieusement les solutions présentées par d'autres.

La Conférence pourrait progresser beaucoup plus facilement si les débats sur la vérification se déroulaient de façon plus réaliste. Il faudra donc repenser certaines choses. Il faut sortir la question de la vérification de l'arsenal tactique et l'étudier en mettant l'accent sur le véritable but à atteindre.

Je suis sûr que les délégations ont noté avec satisfaction le passage suivant du message que le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev a adressé, jeudi dernier, à la Conférence du désarmement :

"Qu'il suffise de dire qu'à la première place dans l'ordre du jour de celle-ci figure le problème de l'interdiction des essais, un problème dont la solution radicale pourrait, à notre avis, constituer un tournant dans la lutte pour l'élimination du danger nucléaire. Pour sa part, l'Union soviétique a fait et continue de faire tout son possible à cette fin, y compris en acceptant que l'interdiction des essais d'armes nucléaires fasse l'objet d'un contrôle des plus stricts, comprenant notamment des inspections sur place et le recours à toutes les ressources de la sismologie."

D'une nouvelle approche de la vérification découlerait presque automatiquement pour un comité un programme de travail équilibré qui serait acceptable pour tous les Etats et fournirait l'occasion d'un débat approfondi portant sur toutes les questions. La résolution 40/80, que le Mexique a parrainée lors de la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, offre un exemple de la manière dont il est possible de traiter de façon adéquate tous les aspects de la question. S'il était créé deux groupes de travail, comme le propose cette résolution, les principaux sujets pourraient être examinés selon la formule suivante :

Le Groupe de travail I - Structure et portée du traité - pourrait se consacrer à une interdiction complète des essais d'armes nucléaires dans tous les milieux, aux questions ayant trait aux explosions nucléaires à des fins pacifiques et à la non-assistance à d'autres Etats dans la réalisation d'essais d'armes nucléaires.

Le Groupe de travail II - Respect et vérification - pourrait principalement s'occuper des moyens de vérification, c'est-à-dire des moyens techniques nationaux, de l'échange international de données sismologiques et de l'échange de données sur la radioactivité des masses d'air, des procédures tendant à faciliter les consultations et la coopération, et des inspections sur place.

Tout examen de la question de la vérification tendant à un but précis devra exclure la possibilité d'une partialité intentionnelle ou inconsciente. Il faut nous efforcer de mettre sur pied un système réalisable, offrant des garanties suffisantes de détection des essais clandestins. On peut y parvenir

(M. Rose, République démocratique allemande)

en associant les efforts politiques et scientifico-technologiques. La vérification, de par sa nature même, englobe un complexe de mesures politiques, administratives et techniques, tout un ensemble de procédures, pour ainsi dire. Dans ce contexte, l'importance d'un système international d'échanges de données sismologiques est évidente.

Les documents établis par le Groupe d'experts scientifiques, y compris le rapport sur l'essai technique que la Conférence examinera en 1986, fournissent de précieux éléments techniques pour résoudre les problèmes de vérification. En raison de l'étroite interdépendance entre les aspects politiques et techniques, les travaux seraient énormément facilités si l'avenir du Groupe d'experts était déterminé dans le cadre du comité à créer. Si nous voulons arriver à un système de vérification qui fonctionne correctement et qui soit prêt à le faire au moment où entrerait en vigueur le traité sur une interdiction complète des essais, force nous est de reconnaître cette vérité irréfutable qu'il n'y a pas de solution purement technique à ce problème, pas plus qu'à n'importe quel autre problème dans le domaine du désarmement, qui plus est, qu'il convient de rechercher des solutions techniques en s'appuyant sur toutes les connaissances scientifiques dont on dispose, afin de pouvoir tirer des conclusions réalistes en ce qui concerne aussi le temps requis. En fin de compte, il est une tâche que nous ne pouvons éluder, ce qu'il faut, ce n'est pas surveiller les essais nucléaires mais les interdire.

Naturellement, ma délégation est consciente du fait que la vérification n'est pas le seul élément du traité qui fait problème. Il est, par exemple, un autre problème qui nous frappe, c'est celui de la portée de l'accord. Dans ma déclaration du 11 février 1986, j'ai déjà exprimé la conviction que, lorsque les positions se rapprocheront, il sera possible de trouver une réponse à cette question et qui satisfasse toutes les parties intéressées. A cet égard, permettez-moi d'appeler de nouveau votre attention sur la résolution 40/88 de l'Assemblée générale des Nations Unies, proposée par la Hongrie et coparrainée aussi par mon pays. Le paragraphe pertinent précise que le traité à élaborer "contiendrait des dispositions acceptables pour tous de nature à empêcher que cette interdiction ne soit tournée au moyen d'explosions nucléaires à des fins pacifiques".

Monsieur le Président, ma délégation n'a jamais prétendu qu'il serait facile de conclure un traité sur l'interdiction des essais. N'est-il donc pas d'autant plus nécessaire que nous unissions nos forces pour engager au moins le processus ?

Je tiens à vous dire en terminant, Monsieur le Président, à quel point nos délégations apprécient votre attachement à cet objectif.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le représentant de la République démocratique allemande de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard du Président.

La liste d'orateurs pour aujourd'hui est à présent épuisée. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite prendre la parole ? Tel n'étant pas le cas, j'ai l'intention, comme prévu antérieurement aujourd'hui, de convoquer une réunion

(Le Président)

officieuse de la plénière. Nous disposons encore de quelque dix minutes et, avec votre assentiment, je me propose de les utiliser à cette fin et d'éviter ainsi la nécessité de nous réunir cet après-midi.

Je me propose maintenant de suspendre la séance plénière et de convoquer, d'ici deux minutes, une réunion officieuse de la Conférence pour examiner une demande émanant d'un Etat non membre qui souhaite participer aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, ainsi que d'autres questions d'organisation.

La séance est suspendue à 13 h 5, elle est reprise à 13 h 10.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 342ème séance plénière de la Conférence du désarmement est rouverte.

Je présente maintenant à la Conférence pour décision le document de travail CD/WP.220, daté du 24 février 1986, concernant une demande reçue de la Turquie, qui souhaite participer aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision 1/.

Il en est ainsi décidé.

Comme convenu à notre réunion officieuse d'aujourd'hui, la Conférence tiendra une autre réunion officieuse aussitôt que nous aurons épuisé la liste d'orateurs à notre séance plénière de jeudi, afin d'examiner quelques questions d'organisation. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence décide de tenir cette réunion officieuse.

Il en est ainsi décidé.

Je me propose maintenant de lever la présente séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 27 février, à 10 h 30.

La séance est levée à 13 h 15.

---

1/ "En réponse à la demande de la Turquie (CD/673) et conformément aux décisions adoptées par le Comité du désarmement à ses 11ème et 48ème séances plénières, la Conférence du désarmement décide d'inviter le représentant de la Turquie à participer aux travaux du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques".